CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Compte rendu analytique

DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE
DU

2 - 12 - 1999
après-midi

AGALEV-ECOLO	:	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	:	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	:	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	:	<i>Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	:	<i>Parti socialiste</i>
PSC	:	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	:	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	:	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	:	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	:	<i>Volksunie&ID21</i>

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/000	:	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + het nummer en het volgnummer</i>
QRVA	:	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
HA	:	<i>Handelingen (Integraal Verslag)</i>
BV	:	<i>Beknopt Verslag</i>
PLEN	:	<i>Plenum</i>
COM	:	<i>Commissievergadering</i>

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/000	:	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	:	<i>Questions et Réponses écrites</i>
HA	:	<i>Annales (Compte Rendu Intégral)</i>
CRA	:	<i>Compte Rendu Analytique</i>
PLEN	:	<i>Séance plénière</i>
COM	:	<i>Réunion de commission</i>

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Tel. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Tél. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

SOMMAIRE

COMMUNICATIONS	7
PRESTATION DE SERMENT DE M. LUDWIG VANDENHOVE COMME MEMBRE DE LA CHAMBRE	7
QUESTIONS ORALES	
– de Lode Vanoost sur le rapport annuel sur le commerce des armes, et réponse de Louis Michel , vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères	7
– de Hugo Philtjens sur l'exploitation de lignes de chemin de fer par "De Lijn", et réponse d' Isabelle Durant , vice-première ministre et ministre de la Mobilité et des Transports	8
– de Kristien Grauwels et Guido Tastenhoye sur l'expulsion de Nigériens, et réponse d' Antoine Duquesne , ministre de l'Intérieur	8
– de Guido Tastenhoye sur la mobilisation des forces de police à l'occasion du mariage princier, et réponse d' Antoine Duquesne , ministre de l'Intérieur	9
– d' Yves Leterme , Guy D'haeseleer et Danny Pieters sur les dettes de l'enseignement francophone auprès de l'ONSS, et réponse de Frank Vandebroucke , ministre des Affaires sociales et des Pensions	9
– de Jacqueline Herzet sur l'agenda des examens du SPR, et réponse de Frank Vandebroucke , ministre des Affaires sociales et des Pensions, au nom de Luc Van den Bossche , ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration	11
– de Daniel Féret sur le timbre à l'effigie de Lénine, et réponse de Rik Daems , ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques	11
– de Jean-Paul Moerman et Karel Van Hoorebeke sur les services de garde des substituts, et réponse de Rik Daems , ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, au nom de Marc Verwilghen , ministre de la Justice	12
– de Jean-Jacques Viseur sur le Service de politique criminelle, et réponse de Rik Daems , ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, au nom de Marc Verwilghen , ministre de la Justice	12
– de Trees Pieters sur des précisions à propos de la loi sur la dioxine, et réponse de Jaak Gabriëls , ministre de l'Agriculture et des Classes Moyennes	12
ORDRE DU JOUR	13
PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS	
– Ajustement du budget des dépenses 1999 (n° 204)	
Discussion générale	13
Discussion des articles	13
– Ajustement du budget des Voies et Moyens (n° 236)	
Discussion générale	14

Discussion des articles	14
– Cotisations personnelles de sécurité sociale (n° 256)	
Discussion générale	
<i>Orateurs</i> : Greta D'Hondt, Filip Antheunis, Marie-Thérèse Coenen et Hans Bonte	14
Discussion des articles	16
INTERPELLATIONS	16
– de Gerolf Annemans, Marc Van Peel, Jean-Pol Poncelet et Geert Bourgeois sur l'accord sur le financement de l'enseignement (n°s 166, 172, 174 et 175).	
<i>Orateurs</i> : Gerolf Annemans, Marc Van Peel, Jean-Pol Poncelet, Geert Bourgeois, Guy Verhofstadt , premier ministre, Jef Tavernier, Daniel Bacquelaine, Dirk Vander Maelen et Claude Eerde-kens	16
Fait personnel	21
INTERPELLATIONS (Continuation)	
<i>Orateurs</i> : Hugo Coveliers, Martine Dardenne	21
CONSEIL D'ÉTAT	
Liste de candidats	22
RENOI DE PROPOSITIONS DE LOI	23
PRISES EN CONSIDÉRATION	23
Demandes d'urgence	23
ÉLOGE FUNÈBRE DE M. RICHARD BEAUTHIER, ANCIEN MEMBRE DE LA CHAMBRE	23
VOTES NOMINATIFS	
– sur les projets de loi terminés	24
PROJET D'ORDRE DU JOUR POUR LA SEMAINE PROCHAINE	24
ANNEXE	
CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS	
Commissions – Modifications	27
Commissions – Rapports déposés	27
Propositions – Autorisation d'impression	27
Propositions – Prise en considération	29
Demandes d'interpellation	29
SÉNAT	
Projets de loi évoqués	30

GOUVERNEMENT

Projets de loi déposés	30
Rapports déposés	30
Budget général des dépenses – Redistribution des allocations de base	30
Élections du 13 juin 1999 – Brochures	31
Conférence internationale du travail – Convention et recommandations	31

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES

Rapport 1999	31
--------------	----

ORDRE DU JOUR POUR LA SEMAINE PROCHAINE	31
--	-----------

SÉANCE PLÉNIÈRE

JEUDI 2 DECEMBRE 1999

APRÈS-MIDI

PRÉSIDENTE :

M. Herman DE CROO

La séance est ouverte à 14 h 16.

COMMUNICATIONS

Le **président** : Diverses communications doivent être faites à la Chambre. Elles seront insérées en annexe au *Compte rendu analytique*.

PRESTATION DE SERMENT DE M. LUDWIG VANDENHOVE COMME MEMBRE DE LA CHAMBRE

Le **président** : Monsieur Eddy Baldewijns, représentant de la circonscription électorale de Hasselt-Tongres-Maa-seik, est démissionnaire en date du 1^{er} décembre 1999.

Le suppléant appelé à le remplacer est M. Ludwig Vandenhove.

L'élection de ce dernier, comme membre suppléant de la Chambre, a été validée au cours de la séance du 1^{er} juillet 1999. Comme la vérification complémentaire, prévue par l'article 235 du Code électoral, ne porte que sur la conservation des conditions d'éligibilité, il apparaît que cette vérification n'a, dans les circonstances présentes, qu'un caractère de pure formalité.

Je vous propose donc de passer aussitôt à l'admission de M. Ludwig Vandenhove comme membre de la Chambre, sans renvoi à une commission de vérification des pouvoirs.

Pas d'observation ? (*Non*)

Je proclame M. Ludwig Vandenhove membre de la Chambre des représentants.

Je rappelle les termes du serment : "Je jure d'observer la Constitution" "Ik zweer de Grondwet na te leven" "Ich schwöre die Verfassung zu beachten".

Je prie M. Ludwig Vandenhove de prêter le serment constitutionnel.

(M. Ludwig Vandenhove prête serment en néerlandais.)

M. Ludwig Vandenhove fera partie du groupe linguistique néerlandais. (*Applaudissements*)

QUESTIONS ORALES

Le **président** : L'ordre du jour appelle les questions orales.

RAPPORT ANNUEL SUR LE COMMERCE DES ARMES

M. **Lode Vanoost** (Agalev-Écolo) : Je me demande pourquoi – et c'est la même chose chaque année – le gouvernement dépose si tardivement au Parlement son rapport annuel sur le commerce des armes. Y a-t-il une

raison qui justifie le dépôt tardif d'un rapport dont on ne peut pourtant pas dire qu'il soit d'une très grande complexité ?

M. **Louis Michel**, ministre (*en néerlandais*) : Le rapport annuel 1998 sur le commerce des armes a été présenté aujourd'hui aux deux Chambres. En commission, j'avais promis de veiller à ce que ce rapport soit encore plus complet et plus circonstancié. Cette promesse s'est heurtée à une certaine résistance de la part de l'administration. Je devrai vous communiquer un certain nombre de choses à titre confidentiel.

M. **Lode Vanoost** (Agalev-Écolo) : Il est heureux que davantage d'informations circulent, mais il devrait être possible de faire paraître ce rapport plus rapidement que cela n'a été le cas jusqu'ici.

M. **Louis Michel**, ministre (*en néerlandais*) : Nous faisons vraiment de notre mieux pour qu'il en soit ainsi.

Le **président** : L'incident est clos.

EXPLOITATION DE LIGNES DE CHEMIN DE FER PAR "DE LIJN"

M. **Hugo Philtjens** (VLD) : Il y a quelques jours, le ministre flamand des transports a lancé l'idée de l'exploitation par "De Lijn" de certaines liaisons ferroviaires locales. La direction de "De Lijn" aurait en fait déjà commandé une étude à ce sujet.

Quelle est la position de la ministre fédérale des Transports dans ce domaine ? Des négociations ont-elles déjà été entamées avec la SNCB ? Compte tenu de l'évolution qui semble se dessiner, est-il encore utile d'investir de l'argent fédéral dans les liaisons ferroviaires locales ?

Mme **Isabelle Durant**, ministre (*en néerlandais*) : Il n'y a pas encore eu de contacts officiels à ce sujet entre les autorités flamandes, "De Lijn" et la SNCB. Je pense toutefois que l'exploitation de lignes de chemin de fer régionales est une solution d'avenir. Il en sera d'ailleurs dûment tenu compte dans le nouveau contrat de gestion. "De Lijn" et la SNCB se concertent également en vue d'une harmonisation accrue des trajets et des horaires. Pour l'heure toutefois, la loi ne permet pas à "De Lijn" d'agir en tant que société de chemins de fer.

M. **Hugo Philtjens** (VLD) : J'espère que nous pourrions encore débattre de ce sujet en commission.

Le **président** : Je félicite M. Philtjens pour son "maiden speech".

L'incident est clos.

EXPLUSIONS DE NIGÉRIENS

Mme **Kristien Grauwels** (Agalev-Écolo) : Nous avons appris par les médias que 14 Nigériens ont été expulsés. L'expulsion a été préparée et effectuée dans le plus grand secret.

Sur quelle base les Nigériens expulsés ont-ils été sélectionnés ? Qui est à l'origine de cette initiative ? Qui a décidé du moyen de transport ? Les expulsés se sont-ils présentés spontanément ou s'agit-il d'une expulsion forcée ? Ont-ils été entravés ?

Dispose-t-on de garanties que les Nigériens sont correctement accueillis dans leur pays ? Leur vie est-elle menacée ?

Qui a accompagné le transport d'expulsion ?

M. **Guido Tastenhoye** (VL.BLOK) : L'expulsion des 14 Nigériens n'était que de la poudre aux yeux. On est loin d'une politique d'expulsion déterminée.

Pourquoi avoir choisi des Nigériens ? Fallait-il réellement un vaste airbus de 300 places pour expulser un groupe restreint de 14 personnes ? Est-ce là la politique d'expulsion résolue dont parle le ministre ? Ou faut-il plutôt y voir une manoeuvre électorale des libéraux ? Fallait-il tout ce mystère pour couper l'herbe sous le pied des écologistes ?

M. **Antoine Duquesne**, ministre (*en français*) : Ces questions me donnent l'occasion de souligner qu'il n'y a rien d'extraordinaire, mais qu'il s'agit simplement de l'application de la politique du gouvernement. Dès lors, pourquoi faudrait-il annoncer cet éloignement ?

L'exécution a eu lieu le soir pour des raisons opérationnelles et afin que les personnes arrivent à Lagos vers 7 heures du matin.

Nous n'avons pas trouvé d'ONG pour assurer l'accueil des expulsés et nous les avons donc munis d'un viatique.

Chacun des 14 Nigériens avait déjà refusé plusieurs fois l'expulsion, et comme il s'agissait d'un groupe important, on a pu organiser un vol.

Dans les renvois sous escortes, il est fait mention de menottes. Peut-être y a-t-il eu quelques cris, mais il faut signaler que, durant le transfert et l'expulsion, on a pu compter sur la collaboration des Nigériens.

C'est le ministre de l'Intérieur qui a donné l'ordre et le ministre de la Défense nationale, comme prévu, a apporté sa collaboration et sa coopération.

Lorsqu'on organise une escorte, il faut prévoir trois gendarmes par personne. Il y a donc eu 42 gendarmes, ainsi que deux médecins et un représentant du ministère des Affaires étrangères.

C'est une opération de renvoi tout à fait classique, qui s'est déroulée dans le calme.

J'espère qu'à l'avenir, cela se passera de la même manière.

Renvoyer quelqu'un ne constitue pas un spectacle. Il faut donc éviter les provocations et faire en sorte que tout se déroule dans les meilleures conditions possibles.

Mme **Kristien Grauwels** (Agalev-Écolo) : À Agalev, nous continuerons à affirmer haut et fort que les expulsions doivent se faire dans un climat serein et sans aucun recours à la violence, et nous entendons bien continuer à contrôler la manière dont sont organisées les expulsions.

M. **Guido Tastenhoye** (VL. BLOK) : Je constate que le ministre Duquesne est interrogé par deux parlementaires néerlandophones et qu'il leur répond une fois de plus en français. Le Vlaams Blok dénonce cette attitude.

De plus, la réponse ministérielle n'est pas convaincante : M. Duquesne ne peut toujours pas nous assurer qu'il mène une politique efficace et digne de ce nom en matière d'expulsions.

Le **président** : L'incident est clos.

MOBILISATION DES FORCES DE POLICE À L'OCCASION DU MARIAGE PRINCIER

M. **Guido Tastenhoye** (VL. BLOK) : Le commissaire principal de la ville de Bruxelles mobilisera 2000 hommes dans le cadre du mariage princier du 4 décembre prochain. Ce déploiement de forces est disproportionné par rapport à l'événement. Le commissaire a également précisé que toute forme de contestation serait poursuivie avec détermination. Cette "tolérance zéro" est-elle bien de mise ? Quel sera le coût du déploiement des forces de police ? Le contribuable, à qui ce mariage princier coûtera fort cher, n'est-il pas en passe de devenir le dindon de la farce ?

M. **Antoine Duquesne**, ministre (*en français*) : La Belgique est une démocratie qui fonctionne bien et nous tenons à ce que les choses restent en l'état.

Nous mettons en place les dispositifs nécessaires. La Belgique entière, et probablement toute l'Europe, va se réjouir d'un événement heureux qui ne nous donne aucune crainte. Par conséquent, de nombreuses personnes viendront partager ces réjouissances. Pour que tout se passe bien, il faut donc prendre toutes les dispositions nécessaires. (*Poursuivant en néerlandais*)

J'imagine que M. Tastenhoye a lu les journaux. (*Reprenant en français*)

Vous connaissez les effectifs prévus. La police de Bruxelles sera chargée de la sécurité sur le territoire de la ville et la gendarmerie des escortes et de la fluidité du trafic. En cas de trouble de l'ordre public, les instructions générales seront appliquées. Seuls ceux qui veulent troubler l'ordre public seront contenus par les forces de police et de gendarmerie.

M. **Guido Tastenhoye** (VL. BLOK) : Le ministre n'a pas su me convaincre du bien-fondé de ce gigantesque déploiement de forces. Le coût de 15 à 20 millions vient encore s'ajouter aux 39 millions alloués à l'occasion du mariage princier. La liberté d'expression est-elle encore respectée dès lors qu'on manifeste l'intention d'appréhender tout manifestant ?

M. **Antoine Duquesne**, ministre (*en français*) : La réponse est évidemment affirmative : la liberté d'expression sera respectée, de la même manière que tout trouble de l'ordre public sera réprimé, c'est la loi.

Quant aux coûts, vous connaissez les budgets qui ont été publiés. Il s'agit de l'ensemble des coûts, y compris les coûts de sécurité.

Le **président** : L'incident est clos.

DETTES DE L'ENSEIGNEMENT FRANCOPHONE AUPRÈS DE L'ONSS

M. **Yves Leterme** (CVP) : Depuis vendredi dernier, les membres du comité de gestion de l'ONSS sont en possession d'une note relative à l'arriéré de la Communauté francophone auprès de l'ONSS. Il s'agit de chiffres définitifs.

La note suggère que le gouvernement fédéral devrait se substituer à la Communauté française, qui se montre "récalcitrante". La Communauté française refuse en d'autres termes de payer ses dettes.

Quelles instructions le gouvernement donne-t-il à ses représentants au comité de gestion de l'ONSS en cette matière ?

Quelle attitude adoptez-vous devant la mauvaise volonté manifeste de la Communauté française ?

Ce dossier a-t-il été abordé lors des récentes négociations concernant le financement de l'enseignement ?

Est-il exact qu'une partie du dossier a entre-temps été transmise au parquet ?

M. Danny Pieters (VU-ID) : M. Leterme a correctement présenté ce dossier. Il est à noter, par ailleurs, que le CVP assumait encore des responsabilités politiques à l'époque ...

Selon les chiffres dont je dispose, le total est même encore plus élevé, car il faut également prendre en compte les chèques-repas. Toutes ces sommes seront-elles effectivement perçues ?

L'accord sur l'enseignement fraîchement conclu crée un nouveau flux monétaire. La transformation des statuts précaires en emplois à part entière en Flandre aura pour conséquence que ce sera, une fois de plus, la Flandre qui versera des cotisations sociales. Comment va-t-on prévenir de nouvelles distorsions ?

M. Guy D'haeseleer (VL. BLOK) : J'ai pris connaissance des chiffres aujourd'hui dans la presse. L'essentiel de la dette serait dû par l'enseignement francophone.

Les dettes dateraient d'avant 1989 et ont été transférées à la Communauté française.

L'ONSS s'apprête à introduire une nouvelle action auprès du tribunal du travail. Dans l'intervalle, s'active-t-on à la recherche de solutions ? La Communauté flamande a-t-elle également hérité d'une partie des dettes en 1989 ? Dans l'affirmative, ces sommes ont-elles été payées ?

Cette affaire sera-t-elle réglée par l'intermédiaire de la gestion générale de la sécurité sociale ?

M. Frank Vandenbroucke, ministre (*en néerlandais*) : La dette publique de la Communauté française a été examinée fin novembre par le comité de gestion de l'ONSS. À la Communauté française, c'est le ministère de l'Éducation nationale qui est redevable de plus de 5,3 milliards. Il s'agit de 2,8 milliards d'arriérés de cotisations à l'ONSS, majorés des intérêts et des frais.

Un seul dossier fait l'objet d'une procédure pénale : celui de la Recherche et de la Formation, représentant 237 millions.

Pour les autres dossiers, qui concernent des arriérés de cotisations sur des traitements de 1988 et 1989, il n'a pas encore été possible de déterminer si les dettes en question sont à charge de l'État fédéral ou des Communautés. Il s'agit en effet de cotisations pour une période qui a précédé de peu l'entrée en vigueur de la loi de financement de 1989. Le juge décidera quelles charges devront être payées par l'une ou l'autre autorité. Tant que cette décision n'aura pas été prise, nous ne donnerons aucun ordre à notre commissaire du gouvernement.

Il y a, enfin, le dossier de la cotisation de modération salariale de 1991 des fonctionnaires transférés. Une citation en 1992 a donné lieu à une condamnation de la Communauté française par le tribunal du travail en 1993. Ce jugement a été confirmé cette année.

La question n'a pas été abordée lors de la concertation gouvernementale à propos du financement de l'enseignement.

Il s'agit au total de montants importants. Le non-paiement a en tout état de cause une incidence négative sur le financement de la sécurité sociale.

M. Yves Leterme (CVP) : En ce qui concerne le fait que les

Communautés se substituent à l'État belge, on sait à quoi s'en tenir du point de vue juridique : il y a bel et bien une dette dont nul ne conteste l'existence.

C'est un des principaux responsables des dettes de l'enseignement francophone qui a le plus élevé la voix cette semaine dans le cadre des négociations sur le financement de l'enseignement. Il faut oser !

M. Danny Pieters (VU-ID) : Le ministre reconnaît la matérialité de quelque 350 millions de dettes ainsi que leur non-paiement patent.

Comment se peut-il qu'un dossier de 1988-1989 n'ait toujours pas été traité ? Un délai de dix ans n'est-il pas suffisant ? Nos juristes ou nos ministres sont-ils incompetents ?

Quant à ma question concernant les droits de tirage, le ministre n'y a pas répondu.

M. Guy D'haeseleer (VL. BLOK) : Cette non-réponse n'est pas rassurante du tout. Le Vlaams Blok s'oppose à ce que l'on résolve ce problème dans le cadre de la gestion générale de la sécurité sociale. Nous refusons que

les Flamands se fassent encore plumer par la Communauté française.

M. **Frank Vandenbroucke**, ministre (*en néerlandais*) : S'agissant des droits de tirage, je ne peux rien répondre à M. Pieters. Rien n'a encore été décidé en la matière.

Je n'ai appris l'existence de ce problème que vendredi. M. Pieters a dit que le dossier concerné traînait depuis dix ans. Par conséquent, il doit adresser ses reproches à quelqu'un d'autre.

Le **président** : L'incident est clos.

AGENDA DES EXAMENS DU SPR

Mme **Jacqueline Herzet** (PRL FDF MCC) : Actuellement, pour 100 francs, chaque Belge peut recevoir l'agenda des examens du SPR. Ce système est facile, peu onéreux et efficace. J'apprends par la presse l'intention du ministre compétent de remplacer cet agenda par le télétexte des chaînes de télévision nationales, le site Web du SPR ou par des annonces dans la presse. Certes, il y a de moins en moins d'abonnés à l'agenda des examens, mais il en reste néanmoins 21.000. La presse connaît d'ailleurs la même diminution de ses abonnements.

Je ne suis pas sûre que chaque demandeur d'emploi ait la formation et les moyens nécessaires pour accéder aux sites Web. De plus, le prix d'un journal équivaut au prix de l'abonnement de l'agenda du SPR.

Avez-vous les garanties nécessaires pour assurer que la nouvelle formule sera aussi efficace que l'ancienne ?

Qu'allez-vous faire des abonnements conclus pour deux ans et qui seront interrompus en 2000 ? Ne pourrait-on prévoir une période de transition durant laquelle les deux systèmes coexisteraient ?

M. **Frank Vandenbroucke**, ministre (*en français*), au nom de M. **Luc Van den Bossche**, ministre : L'annonce des concours de recrutement se faisait par des annonces au Moniteur ou par l'agenda du SPR.

Les abonnements à l'agenda des examens ont connu une chute spectaculaire, on est passé de 70.000 à 28.000 abonnés.

Par ailleurs, le rythme mensuel de la parution ralentit la cadence d'organisation des examens. Une insertion d'annonces dans la presse peut se faire au rythme d'une tous les quinze jours. Le site Web du SPR peut également jouer un rôle dans la communication, comme le

télétexte de la RTBF et de la VRT. Tous les candidats potentiels peuvent donc être atteints.

Mme **Jacqueline Herzet** (PRL FDF MCC) : La recherche d'emploi est tellement importante qu'il vaut mieux augmenter les moyens d'information que les réduire. Je vous demande donc de revoir votre décision.

Le **président** : L'incident est clos.

TIMBRE À L'EFFIGIE DE LÉNINE

M. **Daniel Féret** (FN) : La Poste va mettre en vente à partir du 6 décembre une série spéciale de 80 timbres, dont dix sont à l'effigie de personnalités marquantes du XXe siècle.

Parmi ces personnalités figure Lénine, sinistre individu qui a construit son État sur l'élimination physique de ses opposants, et qui a fait ainsi 36 millions de victimes.

Vous avez déclaré en commission que le choix d'un timbre n'impliquerait pas de jugement de valeur. Pourtant, il s'agit bien ici d'un criminel. L'émission de ce timbre obscurcit l'embellie de nos relations avec la Russie, due – une fois n'est pas coutume ! – à notre ministre des Affaires étrangères. Elle inflige une blessure sévère à ceux qui ont souffert ou qui souffrent encore du régime marxiste-léniniste. La décision de l'émission de ce timbre découle-t-elle d'accords oraux au sein du gouvernement visant à satisfaire les extrémistes de gauche qui en font partie ?

Le **président** : Cette question a déjà été posée en commission. Désormais, je n'autoriserai plus de questions d'actualité qui n'en sont plus.

M. **Rik Daems**, ministre (*en français*) : Je donnerai donc la même réponse qu'en commission. Parmi les dix personnalités marquantes figurent notamment Jean XXIII, Kennedy, Lénine, Che Guevara et Mandela, qui ont paru être très représentatives du XXe siècle.

Les personnalités ont été choisies sans jugement de valeur ni intention d'hommage. C'est la Commission philatéliste, composée de façon pluraliste au sein de la Poste, qui a fait ce choix. Je ne peux rien y changer, même si j'en avais le pouvoir et, en l'occurrence, je ne vois pas pourquoi j'aurais dû intervenir.

M. **Daniel Féret** (FN) : Le gouvernement ne prétendant pas présenter ses excuses aux autorités russes, celles-ci devront se contenter des miennes.

Le **président** : L'incident est clos.

SERVICES DE GARDE DES SUBSTITUTS

M. **Jean-Paul Moerman** (PRL FDF MCC) : En fin d'année, les substituts du procureur du Roi qui ont presté un service de garde perçoivent une rémunération complémentaire de 60.000 francs. De nombreux substituts de l'arrondissement judiciaire de Mons s'inquiètent de savoir s'il y aura paiement de ce complément cette année et s'ils seraient les seuls concernés à Mons ou si la situation est générale. Les primes de fin d'année sont-elles concernées aussi ?

Y a-t-il moyen de calmer l'inquiétude de ces magistrats et de leur adresser un message positif et encourageant ?

M. **Karel Van Hoorebeke** (VU-ID) : Quand il est question de non-paiement de salaires, les députés francophones réagissent manifestement aussi vite que les Flamands.

Quelle est la part de vérité dans ces révélations concernant des défauts de paiement ?

Manifestement, la réorganisation de la magistrature n'est pas une sinécure, même pour le ministre Verwilghen.

Quelle est l'ampleur exacte de ces difficultés de paiement de salaires ? Quelles en sont les causes éventuelles ? Ont-elles leur origine dans un problème budgétaire ou informatique ? Le ministre pourrait-il éclairer notre lanterne et offrir le cas échéant un cadeau de Saint-Nicolas aux procureurs ?

M. **Rik Daems**, ministre (*en français*) au nom de M. **Marc Verwilghen**, ministre : Mon collègue de la Justice m'a communiqué que le ministre de Finances a fait savoir que le directeur général de la Justice connaît des problèmes informatiques. Le supplément de salaire devrait être versé le 31 décembre 1999 au plus tôt. Les magistrats seront informés par les procureurs généraux. Quant aux salaires en question, le département de la Justice fera parvenir prochainement des informations au département des Finances. A cause des problèmes informatiques et de la multitude d'informations à fournir, les nouveaux salaires ne seront payés que le 31 janvier 2000. (*Poursuivant en néerlandais*)

Le ministre nous demande de faire preuve de compréhension en ce qui concerne les problèmes d'informatisation. Pour les primes, la date du 31 décembre a été fixée. Pour les salaires, on a opté pour le 31 janvier 2000. Les cours seront informées de l'évolution de ce dossier, qui est effectivement embarrassant. Toutefois, je crains fort qu'au cours des deux prochaines années, nous ne soyons confrontés à ces problèmes de démarrage dans de nombreux autres départements.

M. **Jean-Paul Moerman** (PRL FDF MCC) : Je ne suis pas satisfait mais je suis néanmoins heureux de la clarté de la réponse. La situation barémique des magistrats n'est pas exceptionnelle et certains magistrats attendent réellement ce complément. Je suis persuadé que le ministre de la Justice fera tout ce qui est en son pouvoir pour remédier à cette situation.

M. **Karel Van Hoorebeke** (VU-ID) : Il s'agit effectivement d'une réponse claire et sincère. Il s'agit une fois de plus d'un problème de communication. Apprendre une telle nouvelle par les journaux fait toujours mauvaise impression.

J'avais compris que le non-paiement des salaires et des primes de fin d'année concernait bel et bien l'ensemble de la magistrature, et non seulement les procureurs et les substituts.

Le **président** : L'incident est clos.

POLITIQUE CRIMINELLE

M. **Jean-Jacques Viseur** (PSC) : Le service de police criminelle a déposé des rapports complets qui comportaient des avancées, dans divers dossiers. Attendu en octobre, le rapport de cette année n'est pas encore sorti. Pourquoi ? Le mandat du conseiller dirigeant du service vient d'expirer il y a deux jours. Il n'a pas été renouvelé. Qui assure pour l'instant cette fonction ?

M. **Rik Daems** ministre (*en français*) au nom de M. **Marc Verwilghen**, ministre : Le rapport 98-99 a été transmis par le ministre de la Justice aux présidents de la Chambre et du Sénat. Madame Reynders, conseillère générale adjointe, sera en fonction jusqu'au 15 décembre, et c'est à ce moment là qu'il faudra prendre une décision au sujet de la direction du service de police criminelle.

M. **Jean-Jacques Viseur** (PSC) : Je remercie le ministre d'apporter des réponses "collant" d'aussi près à l'actualité.

Le **président** : Deux rapports sont arrivés le jour de la question.

PRÉCISIONS À PROPOS DE LA LOI SUR LA DIOXINE.

Mme **Trees Pieters** (CVP) : La semaine dernière, le ministre a rendu visite aux éleveurs porcins de Lange-mark. Ceux-ci – qui, comme leurs collègues, ont perdu jusqu'à 60 pour cent de leurs revenus à la suite de la crise de la dioxine – souhaitent obtenir des informa-

tions concrètes à propos des montants des indemnités et de la date à laquelle celles-ci seraient versées. Le ministre n'a cependant pas pu ou voulu fournir ces éléments d'information. Le Parlement avait pourtant fait preuve de diligence à l'occasion de l'examen du projet de loi sur la dioxine. Comment, dès lors, expliquer les retards ? De quels montants s'agit-il ? Le ministre n'est même plus en mesure de respecter ses engagements.

M. **Jaak Gabriëls**, ministre (*en néerlandais*) : Les questions de Mme Pieters ne manquent pas de m'étonner : elle m'interroge à propos de ce que je n'ai pas dit et de mes intentions. Je ne suis pas tenu de répondre à ce genre de questions.

Mme **Trees Pieters** (CVP) : Qu'en est-il des paiements promis avant la fin de l'année ? Nous aimerions que les montants nous soient communiqués dès qu'ils auront été fixés.

M. **Jaak Gabriëls**, ministre (*en néerlandais*) : Aucun montant n'a encore été approuvé. Nous examinons les dossiers le plus rapidement possible. Sans doute certains dossiers pourront-ils être clôturés avant la fin de l'année. Les paiements seront effectués dès que les décisions auront été prises. Ces questions me surprennent de la part d'un groupe qui avait exprimé sa volonté de voir le Sénat évoquer le projet de loi.

Mme **Trees Pieters** (CVP) : Le Sénat fait ce que bon lui semble. Les sénateurs ont compris que cette loi est mauvaise.

Le **président** : L'incident est clos.

ORDRE DU JOUR

Le **président** : Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 1^{er} décembre 1999, je vous propose également d'inscrire à l'ordre du jour de la séance plénière de cet après-midi,

– le projet de loi visant à octroyer une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire, n^{os} 256/1 et 2 ;

– la proposition de loi (Mme Greta D'Hondt) modifiant l'article 51 du Code des impôts sur les revenus 1992, n^{os} 33/1 et 2.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 1^{er} décembre 1999, je vous propose d'inscrire à l'ordre du jour de la séance plénière de cet après-midi, après les questions orales, les interpellations suivantes :

– M. Gerolf Annemans au premier ministre sur "les déclarations faites le samedi soir 27 novembre 1999 par le secrétaire d'État Olivier Deleuze" (n^o 166) ;

– M. Marc Van Peel au premier ministre sur "l'accord sur le financement de l'enseignement" (n^o 172) ;

– M. Jean-Pol Poncelet au premier ministre sur "l'accord intervenu au sein du gouvernement au sujet du transfert des recettes TVA aux Communautés" (n^o 174) ;

– M. Geert Bourgeois au premier ministre sur "l'accord concernant l'enseignement" (n^o 175).

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi

PROJETS ET PROPOSITION DE LOI

AJUSTEMENT DU BUDGET DES DÉPENSES 1999

Le **président** : L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi contenant le cinquième ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 1999, n^{os} 204/1 à 4.

Mme **Fientje Moerman**, rapporteur, se réfère à son rapport.

Le **président** : Conformément à l'article 83 du Règlement, le projet de loi fait l'objet d'une discussion générale limitée en séance plénière.

La discussion générale est ouverte.

- Il n'y a pas d'orateurs inscrits.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Le **président** : Nous passons à la discussion des articles.

Conformément à l'article 66, 4^o du Règlement, le texte adopté par la commission sert de base à la discussion des articles.

- Les articles sont adoptés sans observation.

Le **président** : Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

AJUSTEMENT DU BUDGET DES VOIES ET MOYENS

Le **président** : L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant le deuxième ajustement du budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1999, nos 236/1 et 2.

Mme **Fientje Moerman**, rapporteur, se réfère à son rapport.

Le **président** : Conformément à l'article 83 du Règlement, le projet de loi fait l'objet d'une discussion générale limitée en séance plénière.

La discussion générale est ouverte.

- Il n'y a pas d'orateurs inscrits.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Le **président** : Nous passons à la discussion des articles.

Conformément à l'article 66, 4° du Règlement, le texte adopté par la commission sert de base à la discussion des articles.

- L'article 1^{er} est adopté sans observation.

Le **président** : À l'article 2, nous avons les amendements nos 1, 2 et 3 de M. Jean-Pol Poncelet (doc. n° 236/3).

M. **Jean-Pol Poncelet** (PSC) : Dans la chronologie des discussions, je pensais que nous allions d'abord entendre les interpellations, dont dépendent les amendements. Ceux-ci portent sur l'article 2 du projet.

L'amendement n° 1 exécute pour 1999 l'article 39, paragraphe 3, de la loi de financement en retenant comme critère le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé ou subventionné par chaque communauté ou suivant une formation reconnue comme répondant aux exigences de l'enseignement secondaire ; ce qui correspond, pour la Communauté française, à 3 milliards 651 millions et à une diminution d'un même montant pour la Communauté flamande.

L'amendement n° 2 en premier ordre subsidiaire retient comme critère le nombre d'élèves de 6 à 18 ans dans l'enseignement obligatoire (accord supposé de la majorité en juillet 1999), ce qui correspond pour la Communauté française à 2 milliards 446 millions.

L'amendement n° 3 en second ordre subsidiaire retient comme critère le nombre d'élèves de 6 à 17 ans et 364 jours dans l'enseignement obligatoire, ce qui correspond pour la Communauté française à 1 milliard 825 millions.

Le **président** : Les amendements et l'article 2 sont réservés.

- L'article 3 est adopté sans observation.

Le **président** : Les votes sur les amendements et articles réservés, ainsi que sur l'ensemble du projet de loi, auront lieu ultérieurement.

COTISATIONS PERSONNELLES DE SÉCURITÉ SOCIALE

Le **président** : L'ordre du jour appelle la discussion

– du projet de loi visant à octroyer une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire, nos 256/1 et 2 ;

– de la proposition de loi (Mme Greta D'Hondt) modifiant l'article 51 du Code des impôts sur les revenus 1992, nos 33/1 et 2.

M. **Hans Bonte**, rapporteur, se réfère à son rapport.

Le **président** : La discussion générale est ouverte.

Mme **Greta D'Hondt** (CVP) : Le projet et la proposition poursuivent un objectif identique : augmenter le pouvoir d'achat des bas salaires. Les voies empruntées pour réaliser ces objectifs sont cependant différentes : le gouvernement a opté pour la voie parafiscale, tandis que – par principe et pour des raisons d'ordre administratif – nous préférons la voie fiscale.

La cotisation patronale ne représente que 9,6 pour cent du salaire brut, ce qui est inférieur au pourcentage appliqué dans les autres pays européens. En revanche, la pression fiscale est plus élevée dans notre pays. Pour cette raison, nous préférons la voie fiscale.

Le projet à l'examen soumet les cotisations à la sécurité sociale à un régime progressif. Nous souhaitons que la progressivité soit maintenue en tant qu'instrument fiscal, comme c'était le cas jusqu'à ce jour. Nous optons pour la voie fiscale pour des raisons de simplicité et de transparence.

Aux Pays-Bas, le gouvernement Kok II a également choisi la voie fiscale. Les interlocuteurs sociaux (dans le cadre du Conseil national du travail) et le Conseil central de l'économie se sont également déclarés favorables à la voie fiscale. En septembre dernier, la FEB a regretté que le gouvernement n'ait pas opté pour cette même voie.

L'option parafiscale complique encore l'administration des salaires, à un moment précisément où l'on préconise la simplification administrative.

Au cours de la législature précédente, le VLD et le PRL avaient opté en faveur de la loi fiscale. Le programme du VLD reflète cette option. À l'évidence, le VLD a oublié qu'il avait fait ce choix.

Malgré tout, la majorité a rejeté notre proposition en commission. Il n'est même pas certain que tous les membres de la commission l'aient lue. Le ministre a privilégié la rapidité.

Le Conseil d'État a exprimé des critiques à l'égard de l'avant-projet. Celui-ci a subi des modifications telles que, dans sa version actuelle, il ne permet plus aucun contrôle puisque le contrôle par la voie fiscale a été supprimé. Le même constat peut être fait à la lecture des observations de la Cour des comptes concernant le budget 2000 : la Cour indique notamment que l'ONSS est liée aux employeurs, non aux salariés.

Conformément au projet ou à la proposition, l'augmentation des bas salaires aura la même incidence budgétaire et entraînera les mêmes conséquences pour les intéressés. Le fonctionnement de l'administration de l'ONSS est un peu plus souple que celui de l'administration fiscale. Toutefois, en commission, notre proposition a été torpillée.

Une somme d'1,9 milliard a été réservée dans le prochain budget au financement de l'augmentation des bas salaires et de la lutte contre les pièges du chômage. J'espère que le gouvernement travaillera non seulement avec célérité, mais aussi avec efficacité et dans le respect de la transparence administrative. Nous avons perdu la bataille mais pas la guerre ! *(Applaudissements sur les bancs du CVP)*

M. Filip Anthuenis (VLD) : Il s'agit d'un premier pas vers la suppression des pièges à chômeurs et l'activation de l'État social par le biais d'une augmentation des salaires les moins élevés.

Le gouvernement a choisi la voie parafiscale. Par le passé, notre groupe a également exploré la voie fiscale, mais la voie parafiscale est plus rapide. Il n'est pas pos-

sible, par la voie fiscale, d'opérer la distinction entre les salariés et les autres catégories professionnelles.

Le coût brut est estimé à 3,1 milliards de francs. La mesure devra être élargie et approfondie. Il s'agit d'une mesure évolutive.

Le VLD ne veut pas ouvrir de brèche dans la sécurité sociale. C'est la raison pour laquelle il est recouru au financement alternatif.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre général de la lutte contre les pièges à chômeurs. D'autres mesures sont en préparation.

Il faut également se préoccuper du sort des travailleurs à temps partiel. La voie parafiscale est, dans ce cadre, la voie la plus efficace.

Mon groupe approuve sans réserve ce projet de loi. *(Applaudissements sur les bancs du VLD)*

Mme Marie-Thérèse Coenen (Écolo-Agalev) : Ce projet de loi est intéressant étant donné que la différence entre les revenus de remplacement et les revenus de travail a tendance à diminuer pour les bas salaires.

Les revenus de remplacement ou ceux du travail doivent garantir un minimum de niveau de vie. Deux pistes pourraient être suivies : soit travailler par le biais d'une réduction des cotisations, soit travailler par le biais de la fiscalité. Le projet de loi prend l'option de réduire les cotisations sociales mais évite de déséquilibrer les recettes de cette sécurité. Il tient compte de la réalité du régime de travail tant à temps plein qu'à temps partiel, ce qui rend la part de ces régimes proportionnelle dans la réduction des recettes de sécurité sociale. Nous désirons aussi qu'une impulsion soit donnée à ceux qui sont à cheval sur le revenu de remplacement et le salaire de base.

Le ministre peut-il fixer des indicateurs quant à l'impact de cette mesure sur la qualité de vie de ces travailleurs et sur leur plan d'embauche ? Dans un an, il serait intéressant que ces indicateurs soient examinés et qu'on puisse faire le point.

(Applaudissements sur les bancs Écolo-Agalev)

M. Hans Bonte (SP) : Ce projet de loi est très important, en ce qu'il constitue la première mesure concrète de lutte contre les pièges à chômeurs, par le rétablissement de l'incitant pécuniaire que constitue le revenu. Le rapport énumère tous les arguments pour et contre les pistes fiscale et parafiscale, la voie parafiscale étant plus rapide et aussi plus facile à suivre.

Il est procédé à la mise en oeuvre d'un élément d'une résolution adoptée par une large majorité sous la précédente législature ; d'autres suivront dans le cadre de la loi-programme pour l'emploi. La résolution votée il y a deux ans traitait également des travailleurs à temps partiel. Des mesures devraient également être prises à leur égard, afin qu'ils trouvent un intérêt à travailler davantage. (*Applaudissements sur les bancs du SP*)

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Le **président** : Nous passons à la discussion des articles.

Conformément à l'article 66, 4° du Règlement, le texte adopté par la commission sert de base à la discussion des articles.

- Les articles sont adoptés sans observation.

Le **président** : Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

INTERPELLATIONS

ACCORD SUR LE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT

Le **président** : L'ordre du jour appelle les interpellations de :

– M. Gerolf Annemans au premier ministre sur "les déclarations faites le samedi soir 27 novembre 1999 par le secrétaire d'État Olivier Deleuze" (n° 166) ;

– M. Marc Van Peel au premier ministre sur "l'accord sur le financement de l'enseignement" (n° 172) ;

– M. Jean-Pol Poncelet au premier ministre sur "l'accord intervenu au sein du gouvernement au sujet du transfert des recettes TVA aux Communautés" (n° 174) ;

– M. Geert Bourgeois au premier ministre sur "l'accord concernant l'enseignement" (n° 175).

M. **Gerolf Annemans** (VL. BLOK) : En déposant ma demande d'interpellation, j'ignorais que MM. Ducarme et Di Rupo se joindraient à M. Deleuze.

Il y avait en juillet un accord sur le transfert d'un montant de 2,4 milliards de francs. Cela vaut bien une interpellation. Le premier ministre doit confirmer ici qu'il a donné sa parole. Cela est nécessaire du point de vue de la morale et du pragmatisme politique. Existe-t-il un

accord en vertu duquel un montant de 2,4 milliards de francs sera en tout état de cause mis sur la table ?

M. Louis Michel et le premier ministre lui-même ont laissé entendre que la Volksunie ne jouait aucun rôle au niveau fédéral. Cela n'est pas tout à fait exact. La construction arc-en-ciel s'écroulerait si la Volksunie en décidait ainsi. Au cours du mois qui vient de s'écouler, ce parti a dû sauver cette construction par une série de pirouettes.

La question du financement de l'enseignement aurait dû être examinée au sein de la COREE. Elle a finalement été évoquée au comité de concertation. Dans un premier temps, la proposition Verhofstadt sur la répartition des moyens destinés à l'enseignement a été rejetée, mais la pilule a finalement été avalée. Après les déclarations d'un certain nombre de politiciens francophones, la VU a estimé que la COREE devait être saisie du problème. Le dossier a finalement été traité par la comité de concertation et approuvé par la VU. La VU a ensuite déclaré qu'il devait s'agir d'une mesure temporaire et que cela devait être inscrit dans le projet de loi. La VU s'en sortira : la mesure sera temporaire, mais il n'en sera pas fait mention dans le projet. (*Hilarité sur les bancs du Vlaams Bloc*)

Le premier ministre peut compter sur la VU. Si le ministre Anciaux perd son portefeuille, il perd également son gâin-pain.

Il se pose manifestement un problème. Les francophones souhaitent conserver un enseignement dont le coût est beaucoup trop élevé et dont – soit dit en passant – la qualité est inversement proportionnelle au coût. S'il faut en croire M. Vanhengel, l'ancien porte-parole du VLD, la seule performance de l'enseignement francophone à Bruxelles consiste à déverser dans les rues des charretées d'analphabètes.

Le Vlaams Blok refuse de se prêter à cette mascarade.

Dans sa réponse, le premier ministre ferait bien de ne pas nous parler d'un "nouveau climat". La seule nouveauté, c'est que Dehaene n'aurait pas eu l'audace de venir présenter cet échantillon de politique du gaufrier au Parlement.

Le vieux procédé mis en oeuvre par le gouvernement constitue la seule manière – ô combien éprouvée – de préserver la cohésion de l'État belge.

Par le passé, le premier ministre et le ministre-président jouaient chacun leur rôle.

À présent, ils jouent le même rôle : rester à tout prix au pouvoir coûte que coûte. Le navire du gouvernement

prend l'eau. Le sort du premier ministre dépend de la Volksunie : si celle-ci avale n'importe quelle couleuvre et si Bert Anciaux s'accroche à son fauteuil de ministre, M. Verhofstadt conservera son poste. Voilà un sort bien peu enviable. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Blok*)

M. Marc Van Peel (CVP) : L'accord sur la répartition des deniers publics destinés au financement de l'enseignement est un très mauvais accord. Il ne tient aucun compte de la revendication de tous les partis néerlandophones demandant que cette répartition soit fondée sur les chiffres de la population.

Le premier ministre nous a certifié que c'en était fini des délibérations occultes, de la politique du gaufrier et du procédé consistant à lier certains dossiers. À propos de ce procédé, M. Verhofstadt n'a pas menti, dans la mesure où, fortuitement, ces dossiers étaient à l'étude en même temps. Quant à la politique du gaufrier, elle n'a malheureusement pas joué en l'espèce : les francophones obtiennent 2,3 milliards supplémentaires, les néerlandophones n'en pâtissent pas et sont même autorisés à opérer une réduction d'impôt en Flandre.

Le gouvernement n'utilise aucun critère objectif. Les francophones n'obtiennent pas les 2,4 milliards qu'ils demandaient, mais 3,2 milliards, voire davantage.

On nous promet par ailleurs qu'un accord de coopération mettra fin aux pratiques de rançonnement. Mais c'est faux : si les francophones ne rançonnaient plus ces 13.000 élèves, la Flandre mettrait 1,5 milliard de plus dans son escarcelle.

C'est un mauvais accord, mais le fait que le premier ministre ait menti est pire encore. Il a toujours déclaré qu'il comptait appliquer la loi suivant une clé de répartition objective. Or, on découvre aujourd'hui l'existence d'un accord secret : si le premier ministre ne ment pas, alors ce sont tous ses ministres francophones qui mentent. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Blok*)

Le premier ministre nous trompe et trompe la Volksunie. (*Protestations sur les bancs du VLD*)

Le **président** : Les paroles prononcées par M. Van Peel lui appartiennent, il en porte la responsabilité.

M. Marc Van Peel (CVP) : Soit cet accord était fondé sur une promesse faite aux francophones, soit on nous a menti. (*Protestations de M. Bart Somers*)

Au cours des négociations gouvernementales de 1991, le CVP avait refusé de satisfaire la revendication des francophones concernant la redevance radio-télévision.

C'est ainsi que les accords de la Saint-Michel ont vu le jour. Cette fois, les Flamands ont déposé toutes les armes qui leur auraient permis d'obtenir quelque chose pour la Flandre à l'occasion des négociations.

J'espère pour la VU que la date du 31 décembre 2000 sera inscrite dans la loi. Ce n'est qu'à cette condition que les dispositions prises auront un caractère temporaire.

Le premier ministre verse dans le triomphalisme quand il prétend avoir réglé en huit heures des dossiers qui avaient été bloqués pendant quatre ans. En fait, ce qu'il a réalisé en l'espace de huit heures, c'est le sabotage de la position flamande que nous avons réussi à façonner scrupuleusement au fil des négociations. (*Applaudissements sur les bancs du CVP*)

M. Jean-Pol Poncelet (PSC) : Il y a donc un accord et il n'est pas étonnant que les francophones de la majorité s'en réjouissent. Cependant, je suis moins préoccupé par le fond que par la forme du compromis.

Avant les élections, on parlait des élèves en tant que nombre d'élèves régulièrement inscrits, sans limite d'âge, et l'on arrivait à un montant de 3,5 milliards.

En juillet, l'accord verbal avait fixé le montant à 2,5 milliards et, aujourd'hui, on en est à 1,8 milliard, soit la moitié de ce qui était évoqué il y a quelques mois. Ceci est complété par une globalisation, comprenant des thèmes disparates comme les étudiants étrangers, le droit de tirage des Régions et l'autonomie fiscale.

Au niveau des modalités, c'est un compromis on ne peut plus belgo-belge, issu d'une culture politique des plus traditionnelles. C'est de la plomberie telle que celle dans laquelle excellaient vos prédécesseurs.

C'est un accord sur le dos du gouvernement fédéral. A l'instar des années 80, on en revient au fait que le fédéral paie pour les Communautés. On a vu ce que cela avait donné en termes de dette publique !

C'est un problème de finances publiques et un frein à d'autres politiques, à d'autres investissements.

C'est un compromis que les francophones ont concédé pour n'avoir que leur dû.

Au Sénat, vous venez de dire, Monsieur le premier ministre, que c'étaient les francophones qui avaient changé d'avis. On est en tout état de cause loin de la paix communautaire.

C'est un précédent dangereux parce qu'il ouvre la porte à l'autonomie fiscale et à la rupture de la solidarité. Dès

demain, cela aboutira à des différences fiscales selon les Régions. C'est la rupture de la solidarité fiscale et sociale. Les Flamands pourront abaisser leurs impôts. L'étape suivante sera le transfert de cette mesure au niveau du précompte professionnel.

Vos partenaires francophones entrent dans ce piège. Pouvez-vous nous dire qui a raison, la VU, qui évoque un accord temporaire, ou le gouvernement fédéral, qui utilise le qualificatif de structurel ?

Quel est le sort des étudiants étrangers ? A t-on fait une distinction entre étudiants universitaires et non universitaires ?

Quel est le critère de partage ? N'a-t-on pas fait preuve d'arbitraire pur et simple ?

Enfin, je souhaiterais que le premier ministre confirme que les francophones ont accepté une révision de la loi de financement et le principe d'une avancée vers l'autonomie fiscale.

(Applaudissements sur les bancs du PSC)

M. Geert Bourgeois (VU-ID) : L'intérêt manifesté par les interpellateurs précédents à l'égard de la Volksunie m'émeut. *(Hilarité)*

Le premier ministre a toujours nié que l'octroi de milliards complémentaires à l'enseignement francophone faisait l'objet d'un volet secret de l'accord de gouvernement.

Dans l'intervalle, l'ensemble des ministres francophones ainsi qu'un ministre SP ont admis l'existence d'un tel accord. Le premier ministre persiste-t-il à nier qu'un accord existait depuis longtemps déjà et que le dossier de l'enseignement avait été clôturé lors des négociations en vue de la constitution du gouvernement ?

Au moment de son entrée en fonction, l'équipe gouvernementale a donné l'impression qu'elle souhaitait voir un vent nouveau souffler sur la politique nationale. Rien n'est moins vrai !

Aujourd'hui, le premier ministre offre un cadeau de Saint-Nicolas aux francophones. Pour les Flamands, en fait de Saint-Nicolas, il ferait plutôt figure de Judas. *(Applaudissements sur les bancs de la VU et du CVP)*

Pour la Flandre, les conséquences de la situation actuelle sont catastrophiques. Les partenaires flamands de la coalition viennent ni plus ni moins de céder le levier le plus efficace dont ils disposaient pour obtenir l'autonomie fiscale. Ils ont renoncé à la norme de population, qui était objective, ainsi qu'au contrôle de la Cour des

comptes. Alimentée par de l'argent flamand, la francisation de la périphérie bruxelloise pourra être poursuivie sans entrave.

Le nouveau premier ministre se révèle aussi doué pour la plomberie que son prédécesseur. Comme Jean-Luc Dehaene, Guy Verhofstadt refuse de se laisser contraindre par des délais.

L'accord qui vient d'être conclu augmentera encore les transferts nord-sud. La Flandre va en effet transformer ses statuts précaires en emplois à part entière et payer docilement ses cotisations patronales.

Le VLD a obtenu sa réduction fiscale pour la Flandre. Est-il exact que ces centimes soustractionnels doivent être approuvés chaque année par le Comité de concertation ?

Le VLD s'est rabaissé au niveau de l'ancien PVV : peu soucieux de la Flandre et prêt à faire des concessions. *(Applaudissements)*

M. Guy Verhofstadt, premier ministre *(en néerlandais)* : Alors que le débat qui vient de se tenir au Sénat a essentiellement porté sur le contenu de l'accord, nous avons eu droit ici à un débat typique d'une époque révolue. *(Applaudissements sur les bancs du VLD)*

Les interpellateurs ont une nouvelle fois cherché à attiser les vieilles rancoeurs communautaires par le recours à des slogans éculés. Je suis heureux de me trouver à la tête d'un gouvernement où de tels propos n'ont plus cours. *(Applaudissements sur les bancs de la majorité)*

Je pouvais bien évidemment prévoir la teneur de l'analyse à laquelle allaient se livrer MM. Van Peel, Annemans et Poncelet. J'invite M. Bourgeois à faire preuve d'honnêteté intellectuelle. Il semble "subitement" avoir oublié un certain nombre de choses.

Le ministre flamand Anciaux a même parlé hier d'un bon accord. Que pense M. Bourgeois de cette appréciation ? Il me lance également au visage la question de la clé de répartition pour l'enseignement. Aurait-il oublié la clé de répartition 80-20 pour les étudiants étrangers qui figure dans la loi de financement, qui avait aussi été adoptée par la VU ? Nous avons à présent affiné cette clé de répartition et nous l'avons fixée à 77-23.

Il n'y en a que pour l'article 39, § 2. Personne n'a parlé des droits de tirage. Or, les partis de l'ancienne majorité ont négligé cette question pendant des années.

Les interpellateurs n'ont dit mot du rétablissement de l'équilibre en ce qui concerne les étudiants étrangers, ni

de l'accord relatif aux soustractionnels. *(Poursuivant en français)*

M. Poncelet a voulu relancer une discussion qui n'est plus d'actualité et qui vise à bloquer tous les dossiers, ce qui était l'attitude des francophones avant le 13 juin. Je suis heureux qu'à présent, cette attitude n'existe plus.

(Reprenant en néerlandais)

Au cours des dix dernières années, aucun dossier communautaire délicat n'a pu être résolu. À chaque fois, la Flandre bombait le torse, tandis que la Wallonie bloquait toute discussion. Le gouvernement actuel a voulu rompre avec cette tradition. Nous voulions en finir avec les blocages des accords couplé des délais irréalistes.

À la satisfaction de tous, le gouvernement a réussi à pratiquer une ouverture dans le dossier des droits de tirage.

Dans le dossier de l'enseignement, nous avons opté pour l'approche la plus technique. Le calcul se fait sur base de 12 années d'étude. Les chiffres obtenus sont soumis à un double contrôle : ils sont vérifiés par la Cour des comptes et comparés aux chiffres de population corrigés. Des accords sont conclus entre les Communautés pour éviter le raccollage. Et si malgré tout raccollage il y a, la Communauté se voit infliger une sanction sous la forme d'une réduction de sa dotation.

Nous avons enfin trouvé une solution rationnelle au vieux problème de l'article 39, § 2. Je n'ai jamais cherché à dissimuler la volonté du gouvernement de régler ce problème. Qu'on ne vienne donc pas me reprocher d'avoir conclu un accord secret. *(Tumulte sur les bancs de l'opposition)*

Les chiffres qui résulteront de cette réglementation seront connus l'année prochaine, lors de la publication du rapport de la Cour des comptes.

Pendant des années, on a ignoré les problèmes dans ce pays. L'actuel gouvernement ne souhaite pas se prêter à ce jeu qui, à terme, est intenable.

En ce qui concerne l'article 62, nous ne faisons que consacrer la nouvelle réalité par un texte législatif.

Un fondement légal sera également conféré à la réduction d'impôts approuvée par le Parlement flamand. *(Poursuivant en français)*

Avec ces quatre points, on a réglé des dossiers qu'on aurait dû régler depuis longtemps. C'est mauvais de

toujours remettre les décisions à plus tard. Nous, on a changé cela. *(Protestations sur les bancs du CVP)*

(Reprenant en néerlandais)

Nous avons donc pu boucler un certain nombre de dossiers délicats. Il devra en résulter un climat qui permettra à la COREE d'aboutir rapidement à un accord sur une modification de la loi de financement. Le changement est de taille par rapport aux gouvernements dirigés par le CVP. *(Applaudissements sur les bancs de la majorité)*

M. **Gerolf Annemans** (VL. BLOK) : J'avais prévu que le premier ministre monterait à cette tribune pour reprocher à l'opposition de n'avoir rien compris. Je pensais toutefois qu'il ferait preuve d'une certaine retenue. Il n'en a rien été. Il fait grief à l'opposition de ne pas s'être départie de l'ancienne culture politique. Or, l'accord qui vient d'être échaudé est précisément un exemple typique de cette ancienne culture politique.

Lors d'un récent débat télévisé, le ministre-président flamand, M. Dewael, a affirmé – à l'instar du premier ministre – qu'un dossier bloqué depuis longtemps avait enfin pu être résolu. Il est facile de régler les problèmes à coups de milliards. *(Applaudissements sur les bancs du Vlaams Blok)*

M. Bourgeois a brillamment disserté pendant un quart d'heure pour ne rien dire. Voilà qui facilite grandement la vie du gouvernement.

Que faut-il penser de cet accord ? S'agit-il d'une application de la tactique du gaufrier ou sommes-nous plutôt en présence d'un d'enfant mort-né ? Le premier ministre a en tout cas subi son premier test majeur avec brio : le VLD a perdu son âme flamande. *(Applaudissements)*

M. **Marc Van Peel** (CVP) : Le premier ministre ne dit pas la vérité lorsqu'il prétend que les problèmes communautaires ont été gelés au cours de la dernière décennie : les réformes de l'État successives constituent la meilleure preuve que des avancées ont bien été réalisées. Dans le cadre des négociations préalables à ces réformes, la Flandre a toujours adopté une attitude dure, alors qu'aujourd'hui elle renonce sans broncher à ses atouts majeurs.

À propos des 2,4 milliards, plusieurs versions circulent encore. Que s'est-il réellement passé ? Et qu'en est-il du caractère provisoire de la solution qui sera mise en oeuvre ?

Cet accord est particulièrement mauvais, en ce qu'il hypothèque la loi de financement et entraîne pour conséquence que, l'an prochain, les travaux de la COREE, ne seront guère, comme le prédit depuis long-

temps déjà le CVP, qu'une thérapie occupationnelle. (*Applaudissements sur les bancs du CVP*)

M. **Jean-Pol Poncelet** (PSC) : La réponse du premier ministre confirme deux remarques que j'avais faites. Il s'agit bien d'un marchandage. Comme on n'arrivait pas au but recherché, on a ajouté d'autres dossiers aux critères de manière à atteindre d'autres objectifs.

Ensuite, comme il n'y avait plus de blocage francophone, cela a été la porte ouverte à la modification de la loi de financement et à l'autonomie d'abord fiscale, puis sociale, c'est-à-dire à la rupture de la solidarité.

M. **Geert Bourgeois** (VU-ID) : Vous avez le culot de parler d'honnêteté intellectuelle ! Bert Anciaux a approuvé l'accord du gouvernement flamand mais pas l'accord nocturne du gouvernement fédéral ! L'accord flamand portait sur le caractère temporaire de cet accord. Or, il ne me paraît pas que l'accord fédéral reflète cette idée.

M. **Guy Verhofstadt**, premier ministre (*en néerlandais*) : L'accord du gouvernement flamand stipule que celui-ci approuve l'accord fédéral.

Je prends note que, pour le gouvernement flamand, il s'agit bel et bien d'une solution provisoire.

M. **Geert Bourgeois** (VU-ID) : S'il n'est pas inscrit dans la loi que celle-ci a un caractère temporaire, c'est qu'elle est définitive. Ce double contrôle est une autre faribole. En effet, le contrôle sur la base du chiffre de la population n'aura pas lieu si une Communauté fournit elle-même ses données avant le 15 mai.

Le premier ministre se targue d'avoir conclu un accord. Personnellement, je considère qu'il eût mieux valu ne conclure aucun accord que de passer cet accord-ci, qui prive la Flandre de son meilleur atout dans les négociations. (*Applaudissements sur les bancs de la VU-ID et du CVP*)

M. **Marc Van Peel** (CVP) : Quelles conclusions politiques en tirez-vous ?

M. **Geert Bourgeois** (VU-ID) : Ce n'est pas nous que vous interpellez, c'est le gouvernement ! (*Exclamations*)

M. **Jef Tavernier** (Agalev-Écolo) : Je n'ai guère entendu dans ce débat de critiques sur le fond, mais plutôt sur les circonstances dans lesquelles l'accord a vu le jour. (*Tumulte*)

Cet accord comporte plusieurs points très positifs, et il est regrettable qu'ils soient passés sous silence. Je songe notamment aux droits de tirage. Tous ces éléments

positifs font pencher la balance en faveur de l'accord. Et c'est ce qui compte pour les Verts. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité*)

M. **Daniel Bacquelaine** (PRL FDF MCC) : Monsieur le premier ministre, vous nous annonciez un accord ; chose promise, chose due.

Nous nous réjouissons que les différents volets de l'accord rencontrent les buts que nous poursuivions et apportent la sérénité sur le plan communautaire.

Je m'étonne des réactions du PSC et du CVP, qui n'ont jamais voulu résoudre ces problèmes. Pire, ils ont toujours repoussé à plus tard une solution indispensable au financement des Communautés. Qui va croire M. Poncelet quand il se pose en donneur de leçons ? Les francophones ne sont pas dupes. Ils voient qui respecte ses engagements et sa parole.

Comme le dit M. Michel, ce dossier est une véritable dioxine communautaire et un héritage du passé. Et ce sont le PSC et le CVP qui ont voté les lois de financement des communautés. Une chose est claire, le PSC et le CVP font par leurs interpellations la démonstration de leur incapacité à gérer ce dossier quand ils étaient aux affaires. Le premier ministre a joué la carte de la loyauté fédérale en retenant des critères objectifs.

Le gouvernement a résolu, en six mois, un dossier que d'autres n'ont pas pu ou voulu résoudre. Enfin, je me réjouis que les citoyens de ce pays, néerlandophones et francophones, ne soient pas dupes et qu'ils reconnaissent le bien-fondé de cet accord en matière communautaire. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité*)

M. **Dirk Van der Maelen** (SP) : Aujourd'hui, chacun y est allé de son petit numéro communautaire. Le SP ne participera pas à ce triste spectacle. Nous approuvons l'accord, qui confirme tout ce qui était bon et garantit l'organisation d'un enseignement de qualité, un enjeu majeur aux yeux du SP.

Il constitue une mise en oeuvre correcte de ce qui avait déjà été convenu dans le cadre de la loi de financement, que nous avons approuvée à l'époque – en 1989 – à l'instar de certains partis qui montent aujourd'hui au créneau.

L'accord conclu à l'époque avait été signé par les ministres Martens, Dehaene, Van den Brande et Dupré, tous membres du CVP. Alors que le SP ne figurait pas au nombre des signataires, nous respectons aujourd'hui l'accord de gouvernement conclu à l'époque.

Par ailleurs, nous approuvons l'accord parce qu'il offre enfin une chance au centimes soustractionnels.

Enfin, nous nous réjouissons de la possibilité de régularisation, grâce aux droits de tirage, des statuts précaires. La Flandre se voit enfin offrir la possibilité de mener une politique d'emploi digne de ce nom, ce que le tandem Van den Brande-Smet n'était jamais parvenu à obtenir.

En un mot, cet accord permet de satisfaire à toute une série de besoins flamands et emporte, pour cette raison, notre adhésion. (*Applaudissements*)

M. **Claude Eerdekens** (PS) : Au nom du PS, je fais part de notre satisfaction au sujet de cet accord. L'article 39 § 2 de la loi du 16 janvier 1989 prévoyait, après dix ans, la révision par une loi ordinaire du financement, sur base des critères objectifs liés au nombre d'élèves et à la mise en place d'un contrôle efficace.

Quant au contenu, la majorité arc-en-ciel a défini un accord qui a permis à la Communauté française d'obtenir les 2,4 milliards qui lui étaient dus, et même davantage. Cet accord fait fonctionner plusieurs mécanismes et crée un nouveau comptage des élèves dont le contrôle sera assuré par la Cour des comptes.

Enfin, le fédéral donne, d'une manière équitable, des moyens supplémentaires aux Régions pour la mise au travail des chômeurs.

En conclusion, cet accord est un compromis, mais on peut s'en réjouir parce qu'il permet le financement correct de la Communauté française ; la majorité a dépassé les clivages communautaires, ce que la précédente majorité n'a pu faire.

Je réagirai pour terminer aux propos inadmissibles de M. Annemans, qui a dit que l'enseignement de la Communauté française ne produisait que des analphabètes. Que ce soit au Nord, au Centre ou au Sud du pays, notre enseignement produit notamment des chercheurs, des médecins, de grande qualité. Il est également de très haut niveau dans le domaine des arts.

Je ne suis pas surpris que le Blok tienne ce discours, qui est bêtement raciste. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité*)

Fait personnel

M. **Gerolf Annemans** (VL. BLOK) : Je n'ai jamais affirmé que l'enseignement francophone ne produit que des analphabètes. J'ai simplement cité Guy Vanhengel, selon qui l'enseignement francophone à Bruxelles produit des analphabètes "en masse".

Le **président** : L'incident est clos.

Interpellations (Continuation)

M. **Hugo Coveliers** (VLD) : C'est avec enthousiasme que je viens de signer la motion pure et simple visant à "passer à l'ordre du jour". C'est effectivement ce qu'il convient de faire.

J'observe que certaines des réactions que nous avons entendues aujourd'hui sont inspirées par la déception. Les démocrates chrétiens surtout pensaient que nous ne nous sortirions pas d'une situation dont ils sont responsables. Malheureusement pour eux, les partis de l'actuelle majorité ont pu rapidement se mettre d'accord.

Le Vlaams Blok n'est pas correct dans cette affaire. Sans l'admettre, il se sert de certaines personnes pour parvenir à ses fins, c'est-à-dire la disparition de la Belgique.

Le gouvernement a contourné cet écueil et j'ai la conviction qu'il résoudra aussi les autres dossiers que l'équipe précédente a laissé dans les armoires. (*Applaudissements sur les bancs du VLD*)

Mme **Martine Dardenne** (Écolo-Agalev) : Depuis que nous sommes au Parlement, nous, Écolo et Agalev, ne formons qu'un seul groupe parce que nous considérons que les problèmes communautaires servaient surtout à éviter d'apporter des solutions. Nous avons toujours voulu, quant à nous, travailler quant au fond et non quant à la forme.

Cet accord, tout d'abord, rencontre les besoins de financement de l'enseignement de toutes les communautés, même si, au Nord, la fusion des budgets permet de mieux camoufler les problèmes.

Deuxièmement, on respecte enfin la loi et on l'applique par des mécanismes structurels qui permettent le financement des Communautés.

Enfin, on prend en considération une revendication de longue date des Régions : l'indexation des montants globaux alloués pour la résorption du chômage. Nous espérons que ces montants seront alloués en priorité à l'emploi des jeunes. Certes, il reste des problèmes, mais à chaque jour suffit sa peine et j'espère que la présente coalition fera preuve de la même créativité face à d'autres problèmes dans l'avenir. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité*)

Le **président** : Cinq motions ont été déposées. Une première motion de recommandation a été déposée par M. Jean-Pol Poncelet (PSC). Elle est libellée comme suit :

"La Chambre,

ayant entendu les interpellations de MM. Gerolf Annemans, Marc Van Peel, Jean-Pol Poncelet et Geert Bourgeois, et la réponse du Premier Ministre :

- demande au gouvernement que les propositions formulées dans l'accord intervenu le 1^{er} décembre 1999 en ce qui concerne la répartition de la masse TVA réservée à l'enseignement en application de l'article 39, § 3, de la loi de financement, emportent un caractère récurrent et structurel, ce qui implique que cet accord ne sera pas remis en cause à l'avenir ;

- invite également le gouvernement, dans le cadre de l'application de l'article 62, § 3, de la loi de financement, à adapter la dotation pour les communautés en fonction du coût réel des étudiants étrangers fréquentant l'enseignement universitaire de chacune des communautés".

Une deuxième motion de recommandation a été déposée par M. Gerolf Annemans (VB). Elle est libellée comme suit :

"La Chambre,

ayant entendu l'interpellation de M. Gerolf Annemans sur les déclarations faites par le secrétaire d'État, M. Olivier Deleuze, au Soir du samedi 27 novembre 1999,

ayant entendu l'interpellation de M. Marc Van Peel sur l'accord relatif au financement de l'enseignement,

ayant entendu l'interpellation de M. Jean-Pol Poncelet sur l'accord intervenu au sein du gouvernement au sujet du transfert des recettes de la TVA aux Communautés,

ayant entendu l'interpellation de M. Geert Bourgeois sur l'accord concernant l'enseignement

et la réponse du premier ministre Guy Verhofstadt,

invite le gouvernement à renvoyer sans tarder à la Conférence sur la réforme de l'État le dossier des moyens financiers destinés à l'enseignement francophone."

Une troisième motion de recommandation a été déposée par MM. Paul Tant (CVP), Marc Van Peel (CVP) et Herman Van Rompuy (CVP). Elle est libellée comme suit :

"La Chambre,

ayant entendu les interpellations de MM. Gerolf Annemans, Marc Van Peel, Geert Bourgeois et Jean-Pol Poncelet sur le financement de l'enseignement

et la réponse du premier ministre,

invite le gouvernement à fonder le financement de l'enseignement sur le chiffre de la population des Communautés."

Une motion de défiance a été déposée par le groupe VU-ID, à savoir MM. Geert Bourgeois, Karel Van Hoorebeke, Fons Borginon, Danny Pieters, Ferdie Willems et Mmes Annemie Van de Casteele, Frieda Brepoels et Els Van Weert. Elle est libellée comme suit :

"La Chambre,

ayant entendu la réponse du premier ministre, M. Guy Verhofstadt, aux interpellations de MM. Gerolf Annemans, Marc Van Peel, Jean-Pol Poncelet et Geert Bourgeois,

estime que cette réponse est incomplète et opaque,

retire sa confiance au gouvernement."

Une motion pure et simple a été déposée par MM. Claude Eerdeken (PS), Daniel Bacquelaine (PRL FDF MCC), Dirk Van der Maelen (SP) et Jef Tavernier (Agalev-Écolo).

Les votes sur ces motions auront lieu au cours d'une séance plénière ultérieure de la Chambre.

La discussion est close.

CONSEIL D'ÉTAT

LISTE DE CANDIDATS

Le **président** : Par lettre du 26 novembre 1999, le premier président du Conseil d'État porte à la connaissance de la Chambre qu'en son audience publique du 9 novembre 1999, l'assemblée générale de ce Conseil a procédé, conformément à l'article 70 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, à l'établissement de la liste triple de candidats pour l'emploi de conseiller d'État (groupe linguistique français), créé par la loi du 25 mai 1999 modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Ont été présentés par le Conseil d'État, *sans unanimité toutefois* :

Premier candidat :

Mme Simone Guffens,

Premier auditeur au Conseil d'État

Deuxième candidat :

M. Jacques Jaumotte,

Auditeur au Conseil d'État

Troisième candidat :

Mme Colette Debroux,
Auditeur au Conseil d'État

Étant donné que la présentation n'est pas unanime, l'article 70, § 1^{er}, alinéa 7 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, modifié par la loi du 8 septembre 1997, est d'application :

"En l'absence d'unanimité lors d'une première présentation ou lors d'une nouvelle présentation à la suite d'un refus, la Chambre des représentants ou le Sénat peuvent alternativement, dans un délai ne pouvant dépasser trente jours à compter de la réception de cette présentation, soit confirmer la liste présentée par le Conseil d'État soit présenter une deuxième liste de trois noms qui fait l'objet d'une motivation formelle".

Le délai dont dispose la Chambre pour présenter une liste ou pour confirmer la liste expire le 23 décembre 1999.

Je vous propose de renvoyer ce point à la prochaine Conférence des présidents. (*Assentiment*)

Il en sera ainsi.

RENOI D'UNE PROPOSITION DE LOI EN COMMISSION

Le **président** : À la demande des présidents de la commission des Affaires sociales et de la commission de la Justice, je vous propose de renvoyer aux commissions réunies des Affaires sociales et de la Justice la proposition de loi (Mme Colette Burgeon) relative à la création et à l'organisation au sein du ministère de la Justice d'un Fonds des créances alimentaire, n° 19/1 ainsi que la proposition de loi (Mme Joëlle Milquet et M. Jean-Jacques Viseur) organisant le règlement des créances alimentaires par l'intermédiaire d'un Office national des créances alimentaires, n° 206/1.

Ces deux propositions avaient été précédemment renvoyées à la commission des Affaires sociales.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Mme **Jacqueline Herzet** (PRL FDF MCC) : Nous avons, Mme Cahay et moi-même, déposé un texte qui va dans le même sens. Il me semblerait normal qu'on le transmette également à la Commission de la Justice.

Le **président** : Si votre texte va dans le même sens, il va au même endroit !

PRISES EN CONSIDERATION

Le **président** : La Chambre a pu prendre connaissance de la liste des propositions à prendre en considération. S'il n'y a pas d'objection, je considère approuvée la liste de propositions à prendre en considération. (*Assentiment*).

Les propositions à prendre en considération seront renvoyées aux commissions compétentes. La liste sera insérée en annexe au *Compte rendu analytique*.

DEMANDES D'URGENCE

M. **Jean-Jacques Viseur** (PSC) : A propos du point 15, concernant ma proposition de loi 279 visant à étendre le champ d'application de certaines aides fédérales à l'emploi, le projet de loi relatif à la régularisation des étrangers que nous avons adopté la semaine dernière fera que de nombreuses personnes seront désormais inscrites dans les registres des communes et pourront donc prétendre à ces aides.

Il y a urgence à ouvrir ces aides aux personnes régularisées. Je demande donc l'urgence.

M. **Hugo Coveliers** (VLD) : M. Viseur n'a avancé aucun argument pouvant justifier l'urgence.

- La demande d'urgence est rejetée par assis et levé.

Mme **Els Van Weert** (VU-ID) : Je demande l'urgence pour ma proposition de résolution 274 relative à la signature du protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Cette résolution sera bientôt sans objet, étant donné que les dates prévues pour la signature sont les 9 et 10 décembre.

- L'urgence est adoptée par assis et levé.

ÉLOGE FUNÈBRE DE M. RICHARD BEAUTHIER, ANCIEN MEMBRE DE LA CHAMBRE

Le **président** (*devant l'Assemblée debout*) : Nous avons appris le décès, le 24 novembre 1999, de M. Richard Beauthier, ancien membre de la Chambre.

Sa carrière parlementaire se déroula au Sénat de 1965 à 1968 et de 1973 à 1974, puis, de 1974 à 1978, à la Chambre des Représentants, où il présida la commission de l'Intérieur.

Il représentait l'arrondissement de Bruxelles sous la bannière du PSC.

Avocat de formation, il s'était lancé dans l'arène politique en 1952, année où il obtint son premier mandat communal à Ganshoren.

Il était bourgmestre de cette même commune depuis 1960 et, à ce titre, doyen des bourgmestres bruxellois. Il fut également conseiller de l'agglomération bruxelloise de 1971 à 1988, avant de siéger au Conseil régional bruxellois de 1989 à 1995, à l'occasion de la mise en place de la Région de Bruxelles-capitale.

Richard Beauthier laissera le souvenir d'un homme de grande pondération, ayant le sens des consensus dans l'action politique, et du contact social.

En votre nom, j'ai présenté à sa famille les condoléances émues de notre assemblée.

M. Guy Verhofstadt, premier ministre : De M. Beauthier, nous retiendrons surtout l'avocat et le parlementaire, mais également le doyen des bourgmestres bruxellois. Dans chacun de ces rôles, il s'est dévoué à la défense de ses électeurs bruxellois, tout en restant attaché au bien général.

Au nom du gouvernement, je m'associe aux condoléances du président.

- *L'Assemblée debout observe une minute de silence.*

VOTES NOMINATIFS

- Le projet de loi visant à octroyer une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire, n° 256, est adopté par 100 voix et 39 abstentions.

(Vote nominatif n° 1 – Le détail du vote figure en annexe)

M. Richard Fournaux (PSC) : J'ai pairé avec M. Wauthier. Il en sera de même pour les votes suivants.

- Le projet de loi contenant le cinquième ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 1999, n° 204, est adopté par 118 voix contre 21 et 1 abstention.

(Vote nominatif n° 2 – Le détail du vote figure en annexe)

Le **président** : L'ordre du jour appelle les votes sur les amendements et articles réservés du projet de loi portant le deuxième ajustement du budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1999 (n° 236).

M. Jean-Pol Poncelet (PSC) : L'objectif de mes amendements est de traduire dans la pratique, dès l'exercice 1999, l'accord généreux dont le premier ministre vient de nous vanter les mérites.

- L'amendement n° 1 de M. Jean-Pol Poncelet à l'article 2 est rejeté par 131 voix contre 8 et 1 abstention.

(Vote nominatif n° 3 – Le détail du vote figure en annexe)

- L'amendement n° 2 en premier ordre subsidiaire de M. Jean-Pol Poncelet à l'article 2 est rejeté par le même vote.

(Vote nominatif n° 3 – Le détail du vote figure en annexe)

- L'amendement n° 3 en second ordre subsidiaire de M. Jean-Pol Poncelet à l'article 2 est rejeté par le même vote.

(Vote nominatif n° 3 – Le détail du vote figure en annexe)

- L'article 2 est adopté.

Le **président** : Nous passons au vote sur l'ensemble.

- Le projet de loi portant le deuxième ajustement du budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1999, n° 236, est adopté par 111 voix contre 28 et 1 abstention.

(Vote nominatif n° 4 – Le détail du vote figure en annexe)

PROJET D'ORDRE DU JOUR POUR LA SEMAINE PROCHAINE

Le **président** : Je vous donne lecture du projet d'ordre du jour pour la semaine prochaine. S'il n'y a pas d'objection, je considère que le projet d'ordre du jour est accepté. *(Assentiment)*

Il sera inséré en annexe au *Compte rendu analytique*.

- *La séance est levée à 17 h 48.*

- *Prochaine séance plénière jeudi 9 décembre à 14 h 15.*

ADDENDUM

Compte rendu analytique de la séance plénière de la Chambre du jeudi 25 novembre 1999 (P018), page 11, première colonne, après la douzième ligne, ajouter ce qui suit :

M. André Smets (PSC) : Cette réponse ...

Le **président** : Taisez-vous, Monsieur Smets. je ne vous ai pas donné la parole. (*Protestations de M. Smets*)

Rappel à l'ordre

Le **président** : Monsieur Smets, je vous rappelle à l'ordre et vous invite à prendre connaissance de l'article 51 du Règlement. (*Nouvelles protestations de M. Smets*)

Vos propos, Monsieur Smets, ne figureront ni au compte rendu analytique, ni aux annales.

M. Guy Verhofstadt, premier ministre (*en français*) : En ce qui concerne le débat sur la méthode,...

EXCUSÉS

Raisons de santé : M. José Canon

Devoirs de mandat : M. Daniël Vanpoucke

En mission à l'étranger : M. Jos Ansoms

Nations unies, New York : M. André Schellens

Membres du gouvernement fédéral :

Mme Magda Aelvoet, ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement : en mission à l'étranger

M. Luc Van den Bossche, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration : en mission à l'étranger

M. André Flahaut, ministre de la Défense nationale : OTAN, Bruxelles

M. Marc Verwilghen, ministre de la Justice : Conseil des ministres européen

M. Pierre Chevalier, secrétaire d'État au Commerce extérieur : millenium round, Seattle

ANNEXE
SÉANCE PLÉNIÈRE
JEUDI 2 DECEMBRE 1999

ANNEXE 1

Communications

CHAMBRE DES REPRESENTANTS

COMMISSIONS

Modifications

(application de l'article 11.6 du Règlement)

Modifications proposées par le groupe PRL FDF MCC :

Commission chargée des problèmes en droit commercial et économique

Membres effectifs

Remplacer M. Eric Van Weddingen par M. Charles Michel.

Membres suppléants

Remplacer M. Charles Michel par M. Eric Van Weddingen.

Modification proposée par le groupe PS :

Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

Membres effectifs

Remplacer M. François Dufour par M. André Frédéric.

Rapports déposés

Les rapports suivants ont été déposés :

au nom de la commission des Finances et du Budget,

– par Mme Fientje Moerman, sur le projet de loi portant le deuxième ajustement du budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1999 : n° 236/2 ;

au nom de la commission des Affaires sociales,

– par M. Hans Bonte, sur

* le projet de loi visant à octroyer une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire : n° 256/2 ;

* la proposition de loi (Mme Greta D'Hondt) modifiant l'article 51 du Code des impôts sur les revenus 1992 : n° 33/2.

PROPOSITIONS

Autorisation d'impression

(art. 64-2 du Règlement)

1. Proposition de loi (MM. Hans Bonte, Jan Peeters et Jean-Marc Delizée) portant uniformisation de la législation relative au salaire garanti et suppression du jour de carence, n° 288/1.

2. Proposition de loi (MM. Hans Bonte et Jan Peeters) modifiant les articles 42 et 51 des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939, n° 289/1.

3. Proposition de loi (MM. Bruno Van Grootenbrulle et Claude Eerdeken) modifiant la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé, n° 290/1.

4. Proposition (M. Claude Eerdeken) de modification des articles 37 et 90 du Règlement de la Chambre des représentants, n° 291/1.

5. Proposition de loi (M. Stef Goris) modifiant l'article 15 de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des Forces armées et l'article 71 de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne les droits politiques des militaires, n° 294/1.

6. Proposition de loi (Mme Colette Burgeon et M. Jacques Chabot) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en vue de régler les conséquences financières de la non-exécution d'un contrat, n° 298/1.

7. Proposition de loi (Mme Colette Burgeon et M. Yvon Harmegnies) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, n° 299/1.

8. Proposition de loi (M. Gerolf Annemans et consorts) accordant l'amnistie aux victimes de la répression, n° 300/1.

9. Proposition de loi (MM. Pierre Lano et Hugo Philtjens) modifiant le texte néerlandais de l'article 10, dernier alinéa, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, n° 301/1.

Prise en considération

Nous devons nous prononcer sur la prise en considération des propositions suivantes :

1. Proposition de loi (Mmes Jacqueline Herzet et Pierrette Cahay-André) modifiant les avances sur pensions alimentaires et le recouvrement de ces pensions organisés par la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, n° 264/1

Renvoi aux commissions réunies des Affaires sociales et de la Justice

2. Proposition de loi (Mme Joëlle Milquet) créant un tribunal de la famille, n° 265/1

Renvoi à la commission de la Justice

3. Proposition de loi (M. Peter Vanvelthoven et Mme Magda De Meyer) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, en vue d'instaurer une période d'interdiction de toute campagne publicitaire se référant à des fêtes enfantines, n° 266/1

Renvoi à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture

4. Proposition de loi (Mme Alexandra Colen) portant diverses mesures visant à promouvoir la bonne gestion de l'Etat, n° 267/1

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

5. Proposition de loi (Mme Joëlle Milquet) modifiant le Code civil en ce qui concerne l'adoption et complétant la loi du 31 mars 1987 modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation par un article 121, n° 268/1

Renvoi à la commission de la Justice

6. Proposition de loi (M. Servais Verherstraeten) instaurant un système fédéral d'immatriculation des bicyclettes, n° 270/1

Renvoi à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques

7. Proposition de loi (M. Gerolf Annemans) repénalisant l'avortement, n° 271/1

Renvoi à la commission de la Justice

8. Proposition de loi (MM. Jan Peeters et Hans Bonte) instaurant un système associant le travail et la formation au sein de l'armée, n° 272/1

Renvoi à la commission de la Défense nationale

9. Proposition de loi (M. Jan Peeters) complétant les articles 145¹ et 145⁵ du Code des impôts sur les revenus 1992, n° 273/1

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

10. Proposition de résolution (Mme Els Van Weert et consorts) relative à la signature du protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, n° 274/1

Renvoi à la commission des Relations extérieures

11. Proposition de loi (Mme Frieda Brepoels) complétant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur par des dispositions relatives à la publicité faisant référence à des fêtes enfantines et visant à protéger les consommateurs mineurs en général, n° 275/1

Renvoi à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture

12. Proposition de résolution (MM. Francis Van den Eynde et Gerolf Annemans, Mme Alexandra Colen et M. Koen Bultinck) concernant la Convention du Conseil de l'Europe sur les droits de l'homme et la biomédecine, n° 276/1

Renvoi à la commission des Relations extérieures

13. Proposition de loi (Mme Alexandra Colen) mettant fin à la discrimination fiscale dont font l'objet les couples mariés, n° 277/1

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

14. Proposition de loi (M. Jean-Jacques Viseur) modifiant la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses en vue d'étendre le champ d'application des chèques-services, n° 278/1

Renvoi à la commission des Affaires sociales

15. Proposition de loi (M. Jean-Jacques Viseur) visant à étendre le champ d'application de certaines aides fédérales à l'emploi, n° 279/1

Renvoi à la commission des Affaires sociales

16. Proposition de loi (Mme Colette Burgeon) modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail en vue d'y insérer le congé de paternité, n° 280/1

Renvoi à la commission des Affaires sociales

17. Proposition de loi (MM. Charles Janssens et Yvon Harmegnies et Mme Colette Burgeon) modifiant la loi du 1er avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées, n° 281/1

Renvoi à la commission des Affaires sociales

18. Proposition de loi (M. Jean-Pierre Grafé) modifiant l'article 101 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, n° 282/1

Renvoi à la commission chargée des problèmes de droit commercial et économique

19. Proposition de loi (Mmes Claudine Drion et Fauzaya Talhaoui) modifiant le Code civil en vue de supprimer les discriminations entre hommes et femmes dans la transmission du nom à l'enfant, n° 283/1

Renvoi à la commission de la Justice

DEMANDES D'INTERPELLATION

Le Bureau a été saisi de demandes d'interpellation de :

– Mme Martine Dardenne au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique sur "le brevetage du vivant".

(n° 163 – renvoi à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions

scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture)

– M. Bart Laeremans au ministre de l'Intérieur sur "le respect de la législation sur les facilités".

(n° 164 – renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique)

– M. John Spinnewyn au ministre de la Justice sur "le rôle des curateurs dans le règlement de la faillite de Verlipack Mol".

(n° 165 – transformée en question orale)

– M. Gerolf Annemans au premier ministre sur "les déclarations faites le samedi soir 27 novembre 1999 par le secrétaire d'Etat Olivier Deleuze".

(n° 166 – renvoi en séance plénière)

– M. Vincent Decroly au ministre de l'Intérieur sur "le traitement particulièrement dangereux infligé à un ressortissant sierra-léonais lors de son expulsion et sur la compatibilité d'une telle expulsion avec la déclaration universelle des droits de l'homme comme avec la déclaration gouvernementale".

(n° 167 – renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique)

– Mme Magda De Meyer au ministre des Affaires sociales et des Pensions sur "le fonds fédéral des équipements et services collectifs et l'urgence d'optimiser par une meilleure concertation, l'organisation, la couverture et la qualité de l'accueil extrascolaire des enfants en Flandre".

(n° 168 – renvoi à la commission des Affaires sociales)

– M. Francis Van den Eynde à la vice-premier ministre et ministre de la Mobilité et des Transports sur "la SNCB et les festivités à l'occasion du mariage princier du 4 décembre 1999".

(n° 169 – renvoi à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques)

– M. Servais Verherstraeten au premier ministre sur "l'engagement verbal d'accorder 2,4 milliards supplémentaires à l'enseignement francophone, pris au sein du gouvernement".

(n° 170 – retirée le 1er décembre 1999)

– M. Francis Van den Eynde au premier ministre sur "la désignation d'un conseiller en communication".

(n° 171 – transformée en question orale)

– M. Marc Van Peel au premier ministre sur "l'accord sur le financement de l'enseignement".

(n° 172 – renvoi en séance plénière)

– M. Pieter De Crem au premier ministre sur "l'expert en communication qui va travailler pour le premier ministre".

(n° 173 – transformée en question orale)

– M. Jean-Pol Poncelet au premier ministre sur "l'accord intervenu au sein du gouvernement au sujet du transfert des recettes TVA aux Communautés".

(n° 174 – renvoi en séance plénière)

– M. Geert Bourgeois au premier ministre sur "l'accord concernant l'enseignement".

(n° 175 – renvoi en séance plénière)

– M. Jaak Van den Broeck au ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes sur "les fraudes concernant le poids des carcasses d'animaux abattus".

(n° 176 – renvoi à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture)

SÉNAT

PROJETS DE LOI ÉVOQUÉS

Par message du 26 novembre 1999, le Sénat m'informe de la mise en oeuvre, en application de l'article 78 de la Constitution, le vendredi 26 novembre 1999, de l'évocation du projet de loi relevant de caducité certains projets de loi réglant une matière visée à l'article 78 de la Constitution, (Doc. n° 186/6) ;

Pour information.

Par message du 1er décembre 1999, le Sénat m'informe de la mise en oeuvre, en application de l'article 78 de la Constitution, le mercredi 1er décembre 1999, de l'évocation du projet de loi relatif à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume, (Doc. n° 234/8) ;

Pour information.

GOVERNEMENT

PROJETS DE LOI DÉPOSÉS

Le gouvernement a déposé les projets de loi suivants :

– Projet de loi en vue de la promotion de l'emploi, n° 286/1.

L'urgence a été demandée par le Gouvernement conformément à l'article 80 de la Constitution.

– Projet de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, n° 295/1.

L'urgence a été demandée par le Gouvernement. (Application de l'article 40 du Règlement de la Chambre).

Renvoi à la commission des Affaires sociales

– Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la nationalité belge, n° 292/1 ; (matière visée à l'article 78 de la Constitution)

– Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la nationalité belge, n° 293/1 ;

(matière visée à l'article 77 de la Constitution)

L'urgence a été demandée par le Gouvernement conformément à l'article 80 de la Constitution.

Renvoi à la commission de la Justice

RAPPORT DÉPOSÉ

Par lettre du 2 décembre 1999, le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères ainsi que le secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, adjoint au ministre des Affaires étrangères transmettent, conformément à l'article 14 de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente, le rapport pour l'année 1998.

Renvoi à la commission des Relations extérieures

BUDGET GÉNÉRAL DES DÉPENSES

Redistribution des allocations de base

En exécution de l'article 15 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, le vice-premier ministre et ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale transmet :

– Par lettre du 30 novembre 1999, un bulletin de redistributions d'allocations de base concernant le ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'année budgétaire 1999.

– Par lettre du 30 novembre 1999, cinq bulletins de redistributions d'allocations de base concernant la Coopération internationale pour l'année budgétaire 1999.

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

ÉLECTIONS DU 13 JUIN 1999

Brochures

Par lettre du 2 décembre 1999, le directeur général du ministère de l'Intérieur transmet, en exécution de l'arrêté royal du 20 décembre 1984 relatif à la publication des résultats électoraux, six brochures contenant respectivement pour la Chambre des représentants, le Sénat et le Parlement européen, les résultats des votes chiffrés obtenus par les diverses formations politiques ainsi que les résultats des votes nominatifs recueillis par les candidats lors des élections du 13 juin 1999.

Distribution et renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Convention et recommandation

Par lettre du 25 novembre 1999, la vice-premier ministre et ministre de l'Emploi et de la Politique de l'Égalité des chances transmet les textes d'une convention et de deux recommandations adoptées par la Conférence internationale du Travail :

– lors de sa quatre-vingt-sixième session :

* Recommandation n° 189 concernant les conditions générales pour stimuler la création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises

– lors de sa quatre-vingt-septième session :

* Convention n° 182 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination

* Texte de la recommandation n° 190 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, soumis par le comité de rédaction.

Renvoi à la commission des Affaires sociales

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES

RAPPORT 1999

Par lettre du 25 novembre 1999, le directeur général de l'Association belge des Banques transmet le rapport annuel 1999 de l'Association belge des Banques.

Renvoi à la commission des Finances et du Budget

ORDRE DU JOUR POUR LA SEMAINE PROCHAINE

Semaine du 6 au 10 décembre 1999

JEUDI 9 décembre 1999

à 14 h 15

Questions orales

Projets de loi

1. Projet de loi contenant le sixième ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 1999, n° 257/1.

[matière visée à l'article 74, 3° de la Constitution – Rapporteur : M. Jean-Pierre Viseur]

2. Projet de loi contenant le neuvième ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 1999 – Section 15 "Coopération internationale", n° 262/1.

[matière visée à l'article 74, 3° de la Constitution – sans rapport]

3. Eventuellement les projets de loi dont le rapport sera distribué.

Prises en considération

Votes nominatifs

1. sur les motions (n° 25/26) déposées en conclusion de l'interpellation de M. Ferdy Willems sur "le vote sur la coalition du nouvel agenda au First Committee des Nations unies" (n° 141).

(développée en réunion publique de la commission des Relations extérieures du 30 novembre 1999).

2. sur les motions (n° 25/27) déposées en conclusion des interpellations de :

– Mme Frieda Brepoels sur "le fonds des équipements et services collectifs" (n° 152) ;

– Mme Magda De Meyer sur "le fonds fédéral des équipements et services collectifs et l'urgence d'optimiser par une meilleure concertation, l'organisation, la couverture et la qualité de l'accueil extrascolaire des enfants en Flandre" (n° 168).

(développées en réunion publique de la commission des Affaires sociales du 1er décembre 1999).

3. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

– M. Gerolf Annemans sur "les déclarations faites le samedi soir 27 novembre 1999 par le secrétaire d'Etat Olivier Deleuze" (n° 166) ;

– M. Marc Van Peel sur "l'accord sur le financement de l'enseignement" (n° 172) ;

– M. Jean-Pol Poncelet sur "l'accord intervenu au sein du gouvernement au sujet du transfert des recettes TVA aux Communautés" (n° 174) ;

– M. Geert Bourgeois sur "l'accord concernant l'enseignement" (n° 175).

(développées en séance plénière du 2 décembre 1999).

4. sur les projets de loi terminés.

ANNEXE 2

Détail des votes nominatifs

Le résultat de chaque vote nominatif ainsi que les déclarations après vote figurent dans le corps du „Compte rendu analytique” et des „Annales parlementaires”

Vote nominatif n° 1
Naamstemming nr. 1

Ont répondu oui
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anthuenis, Avontroodt, Bacquelaine, Bartholomeeussen, Barzin, Bonte, Burgeon, Cahay-André, Chabot, Chastel, Clerfayt, Coenen, Collard, Cortois, Coveliers, Dardenne, De Block, Decroly, De Croo, de Donnée, De Groot, Dehu, Delizée, De Meyer, Denis, Depreter, Derycke, Descheemaeker, Desimpel, Desmedt, Detremmerie, D'haeseleer, D'hondt Denis, Douifi, Drion, Dufour, Eeman, Eerdeken, Erdman, Féret, Frédéric, Genot, Gerkens, Giet, Gilkinet, Goris, Grafé, Grauwels, Harmegnies, Henry, Herzet, Hove, Janssens, Laenens, Lahaye, Langendries, Lano, Lansens, Larcier, Leen, Lefevre, Lejeune, Lenssen, Maingain, Mayeur, Michel, Minne, Moerman Fientje, Moerman Jean-Paul, Moriau, Peeters, Pelzer-Salandra, Philtjens, Picqué, Poncelet, Schalck, Seghin, Smets André, Smets Tony, Somers, Talhaoui, Tavernier, Timmermans, Valkeniers, Van Aperen, Vandenhove, Vanden Poel-Welkenhuysen, van der Hoof, Van der Maelen, Van Grootenbrulle, Vanhoutte, Vanoost, Vanvelthoven, van Weddingen, Verlinde, Versnick, Viseur Jean-Jacques, Viseur Jean-Pierre, Wauters, Yerna.

Ont répondu non
Tegen hebben gestemd :

Personne – Niemand

Se sont abstenus
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Annemans, Borginon, Bourgeois, Bouteca, Brepoels, Brouns, Colen, Creyf, De Crem, De Man, D'Hondt Greta, Eyskens, Fournaux, Goutry, Hendrickx, Laeremans, Leterme, Mortelmans, Pieters Danny, Pieters Dirk, Pieters Trees, Pinxten, Schauvliege, Schoofs, Sevenhans, Spinnewyn, Tant, Tastenhoye, Van de Castele, Van den Broeck, Vandeurzen, Van Eetvelt, Van Hoorebeke, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Van Weert, Verherstraeten, Willems.

BIJLAGE 2

Detail van de naamstemmingen

De uitslag van elke naamstemming alsmede de verklaringen na sluiting van de stemming worden vermeld in het corpus van het „Beknopt Verslag” en van de „Parlementaire Handelingen”

Vote nominatif n° 2
Naamstemming nr. 2

Ont répondu oui
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anthuenis, Avontroodt, Bacquelaine, Bartholomeeussen, Barzin, Bonte, Brouns, Burgeon, Cahay-André, Chabot, Chastel, Clerfayt, Coenen, Collard, Cortois, Coveliers, Creyf, Dardenne, De Block, De Crem, Decroly, De Croo, de Donnée, De Groot, Dehu, Delizée, De Meyer, Denis, Depreter, Derycke, Descheemaeker, Desimpel, Desmedt, Detremmerie, D'hondt Denis, D'Hondt Greta, Douifi, Drion, Dufour, Eeman, Eerdeken, Erdman, Eyskens, Féret, Frédéric, Genot, Gerkens, Giet, Gilkinet, Goris, Goutry, Grafé, Grauwels, Harmegnies, Hendrickx, Henry, Herzet, Hove, Janssens, Laenens, Lahaye, Langendries, Lano, Lansens, Larcier, Leen, Lefevre, Lejeune, Lenssen, Leterme, Maingain, Mayeur, Michel, Minne, Moerman Fientje, Moerman Jean-Paul, Moriau, Peeters, Pelzer-Salandra, Philtjens, Picqué, Pieters Dirk, Pieters Trees, Pinxten, Poncelet, Schalck, Schauvliege, Seghin, Smets André, Smets Tony, Somers, Talhaoui, Tant, Tavernier, Timmermans, Valkeniers, Van Aperen, Vandenhove, Vanden Poel-Welkenhuysen, van der Hoof, Van der Maelen, Vandeurzen, Van Eetvelt, Van Grootenbrulle, Vanhoutte, Vanoost, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, van Weddingen, Verherstraeten, Verlinde, Versnick, Viseur Jean-Jacques, Viseur Jean-Pierre, Wauters, Yerna.

Ont répondu non
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Borginon, Bourgeois, Bouteca, Brepoels, Colen, De Man, D'haeseleer, Goyvaerts, Laeremans, Mortelmans, Pieters Danny, Schoofs, Sevenhans, Spinnewyn, Tastenhoye, Van de Castele, Van den Broeck, Van Hoorebeke, Van Weert, Willems.

Se sont abstenus
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Fournaux.

Vote nominatif n° 3
Naamstemming nr. 3

Ont répondu oui
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Detremmerie, Féret, Grafé, Langendries, Lefevre, Poncelet, Smets André, Viseur Jean-Jacques.

Ont répondu non
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Anthuenis, Avontroodt, Bacquelaine, Bartholomeeussen, Barzin, Bonte, Borginon, Bourgeois, Bouteca, Brepoels, Brouns, Burgeon, Cahay-André, Chabot, Chastel, Clerfayt, Coenen, Colen, Collard, Cortois, Coveliers, Creyf, Dardenne, De Block, De Crem, Decroly, De Croo, de Donnée, De Groot, Dehu, Delizée, De Man, De Meyer, Denis, Depreter, Derycke, Descheemaeker, Desimpel, Desmedt, D'haeseleer, D'hondt Denis, D'Hondt Greta, Douifi, Drion, Dufour, Eeman, Eerdeken, Erdman, Eyskens, Frédéric, Genot, Gerken, Giet, Gilkinet, Goris, Goutry, Goyvaerts, Grauwels, Harmegnies, Hendrickx, Henry, Herzet, Hove, Janssens, Laenens, Lahaye, Lano, Lansens, Larcier, Leen, Lejeune, Lenssen, Leterme, Maingain, Mayeur, Michel, Minne, Moerman Fientje, Moerman Jean-Paul, Moriau, Mortelmans, Peeters, Pelzer-Salandra, Philtjens, Picqué, Pieters Danny, Pieters Dirk, Pieters Trees, Pinxten, Schalck, Schaulvliege, Schoofs, Seghin, Sevenhans, Smets Tony, Somers, Spinnewyn, Talhaoui, Tant, Tastenhoye, Tavernier, Timmermans, Valkeniers, Van Aperen, Van de Castele, Van den Broeck, Vandenhove, Vanden Poel-Welkenhuysen, van der Hooft, Van der Maelen, Vandeurzen, Van Eetvelt, Van Grootenbrulle, Van Hoorebeke, Vanhoutte, Vanoost, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, van Weddingen, Van Weert, Verherstraeten, Verlinde, Versnick, Viseur Jean-Pierre, Wauters, Willems, Yerna.

Se sont abstenus
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Fournaux.

Vote nominatif n° 4
Naamstemming nr. 4

Ont répondu oui
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anthuenis, Avontroodt, Bacquelaine, Bartholomeeussen, Barzin, Bonte, Brouns, Burgeon, Cahay-André, Chabot, Chastel, Clerfayt, Coenen, Collard, Cortois, Coveliers, Creyf, Dardenne, De Block, De Crem, Decroly, De Croo, de Donnée, De Groot, Dehu, Delizée, De Meyer, Denis, Depreter, Derycke, Descheemaeker, Desimpel, Desmedt, D'hondt Denis, D'Hondt Greta, Douifi, Drion, Dufour, Eeman, Eerdeken, Erdman, Eyskens, Féret, Frédéric, Genot, Gerken, Giet, Gilkinet, Goris, Goutry, Grauwels, Harmegnies, Hendrickx, Henry, Herzet, Hove, Janssens, Laenens, Lahaye, Lano, Lansens, Larcier, Leen, Lejeune, Lenssen, Leterme, Maingain, Mayeur, Michel, Minne, Moerman Fientje, Moerman Jean-Paul, Moriau, Peeters, Pelzer-Salandra, Philtjens, Picqué, Pieters Dirk, Pieters Trees, Pinxten, Schalck, Schaulvliege, Seghin, Smets Tony, Somers, Talhaoui, Tant, Tavernier, Timmermans, Valkeniers, Van Aperen, Vandenhove, Vanden Poel-Welkenhuysen, van der Hooft, Van der Maelen, Vandeurzen, Van Eetvelt, Van Grootenbrulle, Vanhoutte, Vanoost, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, van Weddingen, Verherstraeten, Verlinde, Versnick, Viseur Jean-Pierre, Wauters, Yerna.

Ont répondu non
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Borginon, Bourgeois, Bouteca, Brepoels, Colen, De Man, Detremmerie, D'haeseleer, Goyvaerts, Grafé, Laeremans, Langendries, Lefevre, Mortelmans, Pieters Danny, Poncelet, Schoofs, Sevenhans, Smets André, Spinnewyn, Tastenhoye, Van de Castele, Van den Broeck, Van Hoorebeke, Van Weert, Viseur Jean-Jacques, Willems.

Se sont abstenus
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Fournaux.